

RAPPORT D'ALERTE

EGE Ecole de Guerre
Economique



**Ingérence des fondations politiques
allemandes & sabotage de la filière
nucléaire française**

JUIN 2023

Avant-propos

Alors que les problématiques d'indépendance énergétique et d'unité européenne deviennent de plus en plus saillantes, ce rapport alerte le décideur public, la société civile et les experts, des conséquences néfastes de l'action des fondations politiques allemande – en particulier à l'égard de la filière française du nucléaire.

Réalisé et publié par l'École de guerre économique (EGE), ce document est le fruit d'un nouveau travail de recherche d'information en sources ouvertes s'inscrivant dans la lignée du rapport [J'attaque !](#) de mai 2021.

Il s'appuie également sur le rapport d'investigation [« Comment l'Allemagne finance l'affaiblissement du secteur nucléaire français ? »](#), réalisé et publié en avril 2023 par le Comité d'Intelligence Stratégique pour la Souveraineté (CI2S). Ce dernier a par ailleurs autorisé la reprise de ses travaux par les étudiants de l'EGE.

Résumé exécutif

Malgré une volonté historique de ses membres d'afficher un front commun, l'Union européenne (UE) est le théâtre de nombreux antagonismes, illustrés par la politique énergétique respective de la France et de l'Allemagne.

L'Allemagne, par le biais de ses fondations politiques, interfère dans les affaires politiques et économiques de ses partenaires étrangers, notamment celles de la France. Depuis leur création, ces organisations ont démontré leur nature d'agent d'influence : en plus de leur affiliation directe aux partis politiques allemands, elles sont largement inféodées à Berlin. Grâce au *soft power* qu'elles déploient à l'étranger, ces fondations sont utiles à plusieurs égards : préparation du terrain pour une coopération plus officielle, propagation idéologique, façonnement des élites socio-politiques locales, défense des intérêts économiques allemands, etc.

Les fondations politiques recourent à des stratégies d'influence multiples et parfois contestables, tout en se drapant d'une moralité questionnable. Par le biais de la production de contenus orientés et l'organisation de rencontres, ces fondations altèrent la perception de la société civile vis-à-vis de certains sujets stratégiques, dans le but d'orienter les élites socio-politiques et *in fine* d'infléchir les politiques en faveur de leurs intérêts.

Afin d'affaiblir l'industrie et l'économie française en général et assurer sa propre hégémonie dans ces domaines au niveau européen, l'Allemagne déstabilise la filière nucléaire française par le verrouillage des institutions européennes, la pression constante exercée sur la politique européenne et la pratique d'un encerclement cognitif sur le territoire français.

Au moyen d'opérations d'influence anti-nucléaire sur le territoire français, et de déstabilisation de la chaîne d'approvisionnement en uranium à l'étranger, les fondations Heinrich Böll et Rosa Luxemburg œuvrent directement au ralentissement du développement de l'atome en France.

Non seulement la plupart des financements des fondations politiques proviennent du gouvernement fédéral, traduisant l'approbation gouvernementale de leurs objectifs, mais Berlin est aussi parfois le commanditaire direct de leurs actions. Ces fondations constituent de précieux leviers pour les officiels allemands : dissimulation de l'implication étatique, accès à des populations autrement inaccessibles, défense inavouée des intérêts économiques allemands, renseignement, etc. Elles sont aussi de redoutables instruments au service de la politique étrangère allemande, raison qui justifie un budget en constante augmentation.

Face à ce constat, la mise en place d'une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives des fondations politiques (MIVILUDEFOPOLE), sur le modèle de la MIVILUDES relative au séparatisme, s'impose. En plus de coordonner l'action préventive et répressive des pouvoirs publics à l'encontre des dérives des fondations politiques, elle aurait également vocation à sensibiliser le grand public et ainsi limiter l'impact des actions conduites par ces entités.

Propos liminaire

Il n'est plus possible de laisser de côté les sujets qui fâchent à propos de l'Europe. L'École de Guerre Économique avait déjà publié en mai 2021 un dossier « J'attaque ! » intitulé *Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie*. Il s'agissait alors de formaliser une grille de lecture intégrant tous les paramètres sur le cheminement stratégique de l'Allemagne (contradictions politiques, pression extérieure russe, choix énergétiques pour élaborer une stratégie industrielle, les manœuvres de diplomatie publique du gouvernement fédéral, les jeux d'influence au niveau de l'Union Européenne, les enjeux de la production de connaissances directe et indirecte). Ce dossier offensif « J'attaque ! » a précédé le débat public sur l'importance de l'énergie nucléaire pour la résilience énergétique de notre pays.

En juin 2023, l'EGE publie cette fois-ci un rapport d'alerte qui approfondit l'étude des techniques d'influence mises en œuvre par des fondations allemandes gérées par des écologistes et des militants d'extrême gauche. Ces acteurs de la société civile allemande poursuivent le travail de sape informationnel entamé outre-Rhin depuis des années.

Il nous a semblé utile d'analyser les rouages d'une telle démarche qui affiche sa légitimité de prise de parole à travers des valeurs d'humanisme mais qui en réalité s'inscrit dans une politique discrète d'accroissement de puissance de l'Allemagne.

Christian Harbulot

Directeur de l'École de Guerre Économique

Table des matières

PARTIE 1 - Briser un tabou : rivalités et rapports de force européens.....	6
PARTIE 2 - Politique énergétique : l’offensive normative et cognitive allemande	8
PARTIE 3 - Comment l’Allemagne subventionne la fragilisation du nucléaire français.....	12
1. <i>Les fondations politiques allemandes : relais subversifs du gouvernement fédéral</i>	<i>12</i>
2. <i>Des méthodes contestables et des pratiques contradictoires</i>	<i>15</i>
A. Histoire d’un agent d’influence.....	16
B. Manœuvres directes et indirectes, sur les plans informationnels et cognitifs.....	21
C. Critiques en matière de transparence et d’intégrité	22
D. Contradictions fondamentales	24
PARTIE 4 - Le secteur nucléaire français, bouc-émissaire de ces fondations	27
1. <i>Les raisons de l’interférence allemande.....</i>	<i>27</i>
2. <i>Les manœuvres d’influence de la fondation Heinrich Böll sur le territoire français.....</i>	<i>30</i>
3. <i>Les opérations de déstabilisation de la fondation Rosa Luxemburg à l’étranger</i>	<i>34</i>
PARTIE 5 – Vigilance et encadrement : la MIVILUDEFOPOLE.....	36
Annexe 1 – Bureaux de la fondation Heinrich Böll à l’étranger	38
Annexe 2 – Bureaux de la fondation Rosa Luxemburg à l’étranger	39
Annexe 3 – Membres du Réseau Action Climat.....	43
Bibliographie	44

PARTIE 1 - Briser un tabou : rivalités et rapports de force européens

Malgré son idéal de paix, l'Union européenne (UE) n'est pas exempte d'antagonismes. Au cœur de ces rapports de force se situent, bien souvent, **les intérêts économiques et politiques divergents des États membres**. Ces oppositions existent car les craintes sécuritaires et les orientations géopolitiques qui en découlent sont disparates et, parce que, le développement économique des États est bien souvent un jeu à somme nulle. Il en résulte une lutte, plus ou moins franche, déployée par les États pour défendre leurs intérêts politiques, économiques et leur stabilité sociétale. Les désaccords entre Paris et Rome à propos de la répartition des réfugiés¹ en sont une illustration, tout comme l'unilatéralisme de la politique migratoire allemande, lors de la guerre en Syrie, sans oublier les tensions entre les États membres de l'UE pour sécuriser leurs approvisionnements gaziers respectifs depuis le début des hostilités en Ukraine².

Bien entendu on pourrait aussi évoquer le réflexe polonais, quasi pavlovien, d'achat compulsif d'armes américaines, avec l'argent de l'UE, pour s'assurer la protection de l'Oncle Sam au détriment de l'industrie européenne de défense³. Il est vrai que **Berlin ne se fait pas non plus prier quand il s'agit de faire fonctionner les industries extra-européennes**. Le *lobbying* de l'entreprise allemande OHB pour privilégier SpaceX au détriment d'Ariane dans le cadre d'un programme européen de lancement de satellites l'atteste⁴, tout comme l'achat, par l'Allemagne, d'une trentaine de chasseurs américains F-35 au détriment d'alternatives européennes⁵.

Parlons également du rigoureux contrôle normatif de l'exportation des armements, souhaité par l'Allemagne, qui coïncide fort bien avec sa base clients, ce qui n'est pas le cas de la France. S'il est vrai que Berlin étanche sa culpabilité historique par son avarice en matière d'octroi de licences d'exportation (C-295, A330, A400, Eurofighter Typhoon, etc.)⁶, Berlin n'éprouve cependant que peu de remords face à son rôle délétère vis-à-vis de l'industrie de défense européenne. Remarquons, par ailleurs, que cette moraline n'a jamais inhibé les efforts de l'Allemagne pour piller les secrets industriels français dans le cadre du projet d'avion de combat européen « SCAF »⁷.

¹ Ouest France. A, Boisselier. Ocean Viking : Les tensions entre la France et l'Italie sur les migrants, résumées en 4 actes. (2022, 10 novembre). [[Lien](#)]

² Le Grand Continent. R, Bloj. Les nouveaux accords énergétiques hongrois avec la Russie. (2023, 11 avril). [[Lien](#)]

³ M, Cabirol. La Tribune. Armement : la Pologne, ce pays européen qui achète « Made in USA » à tour de bras. (2020, 9 mars). [[Lien](#)]

⁴ V, Lamigeon. Challenges. Ariane 6 : Le coup de poignard de l'allemand OHB. (2022, 21 mars). [[Lien](#)]

⁵ H, Meddah. L'usine nouvelle. L'Allemagne concilie l'achat de F35 américains et son engagement dans le futur avion de combat européen. (2022, 15 mars). [[Lien](#)]

⁶ L, Lagneau. Zone militaire. Airbus Defence & Space accuse Berlin de bloquer l'exportation de l'avion de transport A400M « Atlas ». (2023, 21 février). [[Lien](#)]

⁷ M, Cabirol. La Tribune. Allemagne, la tentation du hold-up du siècle sur le SCAF. (2021, 6 février). [[Lien](#)]

Parlons encore des États baltes qui veulent monopoliser l'attention de l'Europe sur le flanc Est du continent à la défaveur du flanc Sud qui préoccupe davantage l'Italie, la Grèce et la France. Parlons du fait que l'Allemagne n'hésite jamais à gonfler ses commandes pour obtenir le plus de travail possible sur son sol avant, finalement, d'invoquer des coupures budgétaires pour commander des quantités plus limitées⁸. Parlons du rôle de grossiste que jouent les Pays-Bas vis-à-vis de l'importation et de la dissémination de produits chinois sur le Vieux continent à la défaveur de l'industrialisation européenne⁹. Parlons de l'épineuse question des masques et des vaccins, lors de la pandémie de Covid19, qui a si bien cristallisé les égoïsmes nationaux.

Mais, surtout, parlons des excédents commerciaux de l'Allemagne qui tirent, depuis des décennies, le cours de l'euro vers le haut plombant toujours plus les maigres exportations de la partie latine du Vieux continent¹⁰. Il faut en parler car la lutte messianique que mènent les Ayatollahs du vent et du soleil d'outre-Rhin contre l'atome vise précisément à **miner la compétitivité économique française**. Ne supportant pas de voir fondre ses excédents commerciaux, privée d'hydrocarbures russes depuis la guerre en Ukraine, et ne pouvant compter sur le nucléaire pour produire de l'énergie bon marché à l'instar de la France, il ne reste plus qu'une solution à l'Allemagne : **subvertir l'opinion publique pour priver l'hexagone de l'avantage comparatif du nucléaire**.

Au cœur de ce travail de sape se situent des fondations politiques allemandes comme Heinrich Böll ou Rosa Luxemburg, grassement financées par Berlin à hauteur de 500 millions d'euros par an, afin « *d'influencer le développement de pays à travers une orientation de leurs élites dans un sens sociopolitique déterminé* »¹¹ parfaitement en adéquation avec les intérêts industrialo-économiques de Berlin. **S'il n'est pas question ici de remettre en question la construction européenne, il s'agit en revanche de mettre en lumière les luttes internes – trop longtemps éludées - qui s'y déploient**. N'en déplaisent aux journalistes partiaux qui refusent d'admettre cette vérité pour ne pas affaiblir l'image de l'UE !

Au contraire, il s'agit de cadrer l'action, parfois sournoise et inavouée, des fondations politiques allemandes, qui s'acoquinent d'ailleurs volontiers avec certains partis politiques français, tels qu'Europe écologie les verts (EELV). Il s'agit de comprendre les modes d'action de ces fondations, leurs liens avec l'étranger, leurs intérêts politico-économiques, ainsi que leurs relais, afin de les dénoncer et d'entraver leur action. Il s'agit, en définitive, de **désigner l'ennemi, de rétorquer et, surtout, de lever un tabou : celui des rivalités de puissance au sein de l'UE et de l'inconsistance du fantasme romantique de couple franco-allemand**.

⁸ E, Mawet. Smartrezo. Le couple Franco-Allemand et son rôle dans le déclin français. (2022, 16 avril). [[Lien](#)]

⁹ N, Ravailhe. Ecole de pensée sur la guerre économique. A la recherche des chevaux de Troie dans les relations entre l'Union européenne (UE) et la Chine. (2019, 7 novembre). [[Lien](#)]

¹⁰ N, Renaud. Les Echos. Le moteur exportateur allemand n'a pas calé en 2022. (2023, 2 février). [[Lien](#)]

¹¹ EPGE, C. Harbulot. Rapports de force intra-européens : faut-il enfreindre les sujets tabous ? (2023, 8 juin). [[en ligne](#)]

PARTIE 2 - Politique énergétique : l’offensive normative et cognitive allemande

Concept historiquement méconnu du grand public, la guerre cognitive est entendue comme la production de connaissances, diffusées de manière indirecte et destinées à affaiblir la position de l’adversaire. Elle a ainsi pour but de modifier ou d’**altérer le schéma de raisonnement et de réflexion d’un ou plusieurs individus afin d’imposer sa volonté**¹².

Ce rapport démontre que l’Allemagne agit dans le champ cognitif afin d’affaiblir la France, notamment dans le domaine du nucléaire, et d’assurer la suprématie de son modèle énergétique national. En effet, en prenant la place de *leader* par l’arrêt définitif de l’énergie nucléaire en 2022, le pays aspire et œuvre depuis longtemps à ce que l’ensemble des États européens suivent son initiative. À cet effet, l’Allemagne instrumentalise la peur de l’atome pour asseoir sa stratégie d’influence normative.

Les frictions entre l’Allemagne et l’énergie nucléaire ne sont pas récentes. En effet, **l’aversion dogmatique allemande pour le nucléaire** a débuté avec le bombardement d’Hiroshima et de Nagasaki par les États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale¹³. La création du parti politique Die Grünen (Les Verts) en 1970 a notamment servi de catalyseur pour la diffusion des craintes liées au nucléaire au sein de la société allemande. Ce **sentiment de défiance** a été particulièrement renforcé par la crise des euromissiles en 1977 entre l’Occident et le Bloc de l’Est, ainsi que la catastrophe de Tchernobyl en 1986, qui a mené à l’ambitieux programme de transition énergétique : *Energiewende*.

L’émergence d’**une coalition entre les sociaux-démocrates (CDU-CSU) et les Verts allemands**, dans les années 1990, leur permet d’investir les parlements locaux¹⁴ avant d’atteindre le niveau fédéral. En 1998, cette coalition soutient massivement les deux lois adoptées pour sortir progressivement de l’énergie nucléaire et favoriser l’investissement dans les énergies renouvelables. Au-delà du poids électoral de cette alliance, cette dernière permet surtout **d’agir dans le domaine réputationnel** en développant l’image d’un parti fédérateur avec une **conscience “écologico-sociale”** - originellement absente du côté CDU-CSU.

Cependant, c’est en 2011 qu’a lieu le véritable tournant concernant la filière nucléaire avec la catastrophe de la centrale de Fukushima. L’Allemagne, par le biais du parti des Verts, **alimente la crainte populaire** déjà ancrée et **décide de l’arrêt anticipé et définitif du nucléaire**. Dès le jeudi 30 juin 2011, les députés allemands adoptent massivement le projet de loi présenté par

¹² Militaire, L. R. d. (2022). *L’attaque des cerveaux : qu’est-ce que la guerre cognitive ?* La Revue d’Histoire Militaire. [\[en ligne\]](#)

¹³ Ian Kershaw. (2020, Janvier). *L’Âge global : Europe, de 1950 à nos jours*. Editions Seuil. (p. 59 à 62).

¹⁴ Bade-Wurtemberg : vers une nouvelle coalition die Grünen-CDU”. (2021, 1 avril). Dernières Nouvelles d’Alsace. [\[en ligne\]](#)

le gouvernement d'Angela Merkel¹⁵, impliquant la fermeture des 17 centrales nucléaires du pays au plus tard le 31 décembre 2022. Quelques mois après l'accident de Fukushima, l'Allemagne est ainsi la première grande puissance industrielle à arrêter définitivement le nucléaire civil, qui représentait alors 22 % de sa production d'électricité.

L'une des conséquences de cette orientation est le recours massif au gaz fossile (27 % de la consommation d'énergie allemande en 2021, dont 55 % de l'approvisionnement provenait de Russie). En dépit du conflit en Ukraine et de l'arrêt de l'approvisionnement russe, cette orientation ne se dément pas et l'Allemagne continue à investir dans les centrales électriques au gaz et à développer ses capacités d'importation. Dès la fin 2023, la capacité d'importation de GNL de l'Allemagne approchera les deux tiers des volumes autrefois fournis par Moscou, dans le but d'atteindre un mix énergétique de 80 % d'électricité produite à partir des énergies renouvelables et 20 % à partir de gaz fossile à l'horizon 2030¹⁶.

De plus, par son rôle stratégique dans la distribution du gaz à l'échelle européenne, le pays cherche à se positionner comme **véritable hub gazier du continent**, et **entend devenir un acteur énergétique indispensable au sein de l'Union européenne, renforçant ainsi son rôle de poumon économique**.

Cette grille de lecture permet de comprendre l'intérêt de l'Allemagne à défendre le gaz fossile comme énergie de transition¹⁷ et à refuser le qualificatif « vert » à l'hydrogène produit à partir d'électricité nucléaire¹⁸.

Afin d'**assurer la suprématie de son modèle énergétique et le succès de ses mesures nationales**, Berlin entend modeler la politique européenne de l'énergie selon ses intérêts nationaux, plus particulièrement économiques. En effet, le modèle promu par l'*Energiewende* n'est viable que par la coopération des pays voisins, capables de réguler la production d'électricité allemande issue des énergies renouvelables. **L'enjeu, pour l'Allemagne, réside dans sa capacité à influencer les instances décisionnelles européennes afin de pérenniser son modèle énergétique**. Sur le plan économique, l'Allemagne dispose de **trois entreprises majeures** dans le secteur des énergies renouvelables - Siemens, Enercon et Nordex - qui bénéficient de nombreuses aides européennes grâce au *lobbying* allemand.

Cette **posture offensive allemande** s'illustre par le biais de différentes actions hybrides, mais surtout à travers un long travail d'influence pour assurer le soutien financier de son modèle

¹⁵ Le Monde, En Allemagne, l'accident de Fukushima a accéléré la sortie du nucléaire, 11 mars 2021, [\[en ligne\]](#)

¹⁶ Euractiv, L'Allemagne veut doubler la capacité de production de ses centrales au gaz, 5 janvier 2023, [\[en ligne\]](#)

¹⁷ Euractiv, Taxonomie verte : l'Allemagne adopte une position ferme en faveur du gaz, 24 janvier 2022, [\[en ligne\]](#)

¹⁸ Euractiv, EXCLU : l'Allemagne est intervenue pour retarder la réglementation européenne sur l'hydrogène « vert », 31 octobre 2022, [\[en ligne\]](#)

de production électrique (éolien et solaire), tout en excluant des subventions européennes ses partenaires européens pro-nucléaires. L'objectif recherché est de s'accaparer **les subventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)** sur les énergies reconnues comme "vertes" par Bruxelles¹⁹, notamment par l'opposition quasi systématique²⁰ de l'Allemagne à la reconnaissance européenne de l'atome comme énergie durable et décarbonée.

Pour servir ses intérêts, l'Allemagne s'appuie sur son important **réseau de lobbying**. Respectant une organisation stricte, les pratiques de *lobbying* allemandes ont vocation à cibler les représentants allemands au sein des institutions européennes. Un document fédéral et public d'août 2015²¹, au sein duquel sont recensés l'ensemble des partenaires (institutions publiques, groupes politiques, syndicats industriels et société civile) de l'*Energiewende*, illustre la disparité de représentation entre les énergies renouvelables et la filière nucléaire. Ainsi, une vingtaine de syndicats et associations représentent les industries des énergies renouvelables allemandes (solaire, éolien, biogaz, etc.), alors qu'aucune ne s'inscrit dans la défense des intérêts des travailleurs de la filière nucléaire²².

Le pays exerce également une **pression constante sur la politique européenne** afin de promouvoir de son modèle auprès des institutions de l'UE, par le biais d'un puissant **cheval de Troie : le Parti Populaire Européen (PPE), auquel est rattachée la CDU-CSU**. Berlin utilise ce parti européen, ainsi que son allié social-démocrate SPD et le Parti européen des Verts, afin de noyauter le Parlement européen et d'orienter les travaux de l'institution. Par ailleurs, ces groupes de pression nationaux accueillent d'anciens fonctionnaires européens²³, favorisant ainsi l'entrisme du gouvernement fédéral allemand au sein de l'Union européenne.

L'Allemagne verrouille également - *via* le PPE, le SPD et les Verts - la plupart des postes clés de l'Union européenne : **la présidence de la Commission européenne (depuis 2004), la présidence du Parlement européen (depuis 2007) et la présidence du Conseil**. Il est à noter qu'au sein du PPE, 16 % des 175 d'eurodéputés²⁴ sont allemands. En verrouillant les institutions stratégiques européennes, le pays exerce ainsi une pression constante sur les décisions politiques pour assurer la pérennité de son industrie²⁵.

¹⁹ Fiches thématiques sur l'Union européenne, Énergies renouvelables, Parlement européen, Matteo Ciucci, novembre 2020 [\[en ligne\]](#)

²⁰ Claude Desama (2020, 18 novembre). « Pourquoi cet ostracisme du nucléaire dans le green deal de l'Union Européenne ? ». *L'Echo*. [\[en ligne\]](#)

²¹ "Who is Who of the Energiewende in Germany", Foreign Office of the Federal Republic of Germany, août 2015 [\[en ligne\]](#)

²² EGE, J'Attaque : Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie [\[en ligne\]](#)

²³ Ibid

²⁴ Anne Rovon, « Parlement européen : sous pression, Viktor Orban quitte le groupe PPE », Le Figaro, 3 mars 2021. [\[en ligne\]](#)

²⁵ EGE, J'Attaque : Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie [\[en ligne\]](#)

Notre voisin d'Outre-rhin exploite ainsi la transition énergétique comme un outil politique, industriel et commercial. Il mène des campagnes de déstabilisation pour éteindre la filière du nucléaire en France, considérée comme l'obstacle le plus important à son hégémonie sur le marché de l'énergie bas carbone. À titre d'illustration, il recrute des activistes qui dénoncent systématiquement des lobbies du nucléaire, comme le *Deutsches Atomforum* - suscitant l'hostilité des populations locales.

Afin de diversifier ses modes d'action, l'Allemagne s'appuie particulièrement sur ses fondations politiques comme Heinrich Böll Stiftung - affiliée au parti Les Verts - pour **intervenir directement en France et pratiquer un encerclement cognitif de la société civile via un narratif anti-nucléaire**²⁶. Au fil du temps, les fondations politiques - directement financées par l'État allemand - sont effectivement devenues de véritables instruments de politique étrangère, de diplomatie et d'influence, particulièrement efficaces et surtout méconnus.

Ces pratiques offensives de la part de son voisin placent **la France dans une position délicate, entre volonté d'union de l'Europe et de protection de son indépendance stratégique**. Alors qu'une première proposition concernant la taxonomie avait été faite dès mai 2018, le Parlement européen avait fait le choix, sous la pression de l'Allemagne, d'exclure le nucléaire de l'équation en mars 2019 avant que celui-ci n'obtienne finalement le « label vert » en juillet 2022. Malgré ce rééquilibrage inespéré du rapport de forces existant, la France se révèle particulièrement démunie et mal préparée pour défendre ses choix en matière de politique énergétique, alors même que l'influence allemande se fait sentir sur le territoire national de manière insidieuse et détournée.

²⁶ Ibid

PARTIE 3 - Comment l'Allemagne subventionne la fragilisation du nucléaire français

1. Les fondations politiques allemandes : relais subversifs du gouvernement fédéral

Nées en Allemagne à la fin du XIXe siècle, les fondations politiques avaient vocation à se faire les porte-paroles de la « *politische Bildung* » ou « éducation politique ». Utilisées dans le cadre de la « dénazification » de l'Allemagne de l'Ouest, elles ont ensuite eu pour objectif de former les nouvelles élites aux pratiques de la démocratie occidentale²⁷ pour le compte du gouvernement allemand.

Assimilables à des *think tanks* - organisme autonome produisant de l'expertise politique à l'attention des décideurs et du public²⁸ - selon la typologie française, les fondations politiques allemandes mènent également des activités caractéristiques d'**agents de transfert** telles que la diffusion d'idées et d'informations conformes aux orientations idéologiques des partis dont elles sont proches, toujours dans une logique d'obédience à l'État allemand.

Il existe actuellement sept fondations, chacune étant rattachée à un parti politique.

La Fondation Friedrich Ebert. Fondée dès 1925 pour faire vivre l'héritage politique de l'éponyme président social-démocrate de la République de Weimar entre 1919 et 1925. L'objectif premier à sa création était alors de financer des bourses d'études aux enfants d'ouvriers. Interdite dès 1933 par le régime nazi, elle fut recréée en 1954. Toujours proche du Parti social-démocrate (SPD, centre gauche), elle est depuis décembre 2020 dirigée par l'ancien président du Parlement européen Martin Schulz. La Fondation Friedrich Ebert revendique 670 collaborateurs, 15 bureaux nationaux et plus de 100 représentations étrangères, assumant un rôle de *think tank* international et de « partenaire de la politique étrangère et de développement allemande »²⁹.

La Fondation Konrad Adenauer. Proche de l'Union chrétienne-démocrate (CDU, centre droit), a été fondée en 1955. Elle porte le nom de l'opposant au nazisme et premier chancelier fédéral de la RFA, qui occupa ce poste de 1949 à 1963. Elle est présidée depuis 2018 par Norbert Lammert, président du Bundestag de 2005 à 2017. La Fondation Konrad Adenauer revendique plus de 1 000 collaborateurs répartis dans 100 bureaux, supervisant des projets dans plus de 120 pays³⁰.

²⁷ CI2S. Rapport d'investigation : Comment l'Allemagne finance l'affaiblissement du secteur nucléaire français, 2023, [\[en ligne\]](#)

²⁸ Stone D., Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process, Londres, Frank Cass, 1996.

²⁹ Fondation Friedrich Ebert, Über die FES, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

³⁰ Fondation Konrad Adenauer, Organisation, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

La Fondation Friedrich Naumann. Fondée en 1958, est proche du Parti démocrate (FDP, centre). Présente dans plus de 60 pays avec plus de 500 collaborateurs, elle souhaite promouvoir dans le monde entier « le développement d'une économie de marché démocratique et de structures constitutionnelles afin que de plus en plus de personnes puissent vivre dans des sociétés libérales et démocratiques »³¹.

La Fondation Hanns Seidel. Créée en 1966 par l'Union chrétienne-sociale de Bavière (CSU, centre droit, alliée de la CDU à l'échelle nationale), en réaction à l'existence de fondations pour chaque autre parti alors présent au Bundestag. L'Institut für Internationale Zusammenarbeit, soit « Institut pour la coopération internationale », fait partie intégrante de la fondation. Il gère 90 projets de développement dans plus de 75 pays dans le monde³².

La Fondation Rosa Luxemburg. Fondée en 1990, elle est proche du parti Die Linke (gauche) et se réclame des combats de la militante marxiste éponyme et du socialisme démocratique comme alternative au système capitaliste. Avec près de 300 collaborateurs, la Fondation Rosa Luxemburg est présente dans 16 bureaux nationaux et 25 bureaux à l'étranger (voir Annexe 2 – Bureaux de la fondation Rosa Luxemburg à l'étranger). Depuis novembre 2022, elle est présidée par Heinz Bierbaum, ancien président du Parti de la gauche européenne de 2019 à 2022³³.

La Fondation Heinrich Böll. Créée en 1996 pour porter la voix du parti Bündnis 90/Die Grünen (centre gauche, écologiste), elle porte le nom du prix Nobel de littérature connu pour son soutien de la première heure au parti écologiste d'Allemagne de l'Ouest, fondé en 1980. Elle est implantée dans 35 pays (voir Annexe 1 – Bureaux de la fondation Heinrich Böll à l'étranger) et soutient des projets dans plus de 60 pays dans le monde³⁴.

La Fondation Desiderius Erasmus. Dernière-née des fondations politiques allemandes car fondée en 2017, la fondation Desiderius Erasmus est proche du parti d'extrême-droite Alternative für Deutschland (AfD). Du fait de la récente arrivée au Bundestag de ce parti, elle ne perçoit pas encore de financements fédéraux³⁵.

³¹ Fondation Friedrich Naumann, Über di Stiftung, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

³² Fondation Hanns Seidel, Weltweit aktiv, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

³³ Fondation Rosa Luxemburg, Rapport annuel 2021, 2022, [\[en ligne\]](#)

³⁴ Fondation Heinrich Böll, Qui sommes-nous ?, 2016 [\[en ligne\]](#)

³⁵ Fondation Desiderius Erasmus, page d'accueil, [\[en ligne\]](#)

 **HEINRICH BÖLL STIFTUNG**



**FRIEDRICH NAUMANN
STIFTUNG** Für die Freiheit.



Source : Bundesministerium des Innern und für Heimat, Politische Stiftungen, [consultée le 19 juin 2023] [en ligne]

N'ayant de fondation que le nom³⁶, ces entités font office de relais entre le gouvernement allemand et la population afin de la sensibiliser à l'importance de la démocratie et de la participation citoyenne et ainsi « *contribuer par leurs actions à défendre et à promouvoir la culture et les valeurs démocratiques* »³⁷. Leur statut leur interdit cependant « *de soutenir directement ou indirectement des partis politiques étrangers, de participer aux campagnes électorales et plus généralement d'interférer dans les affaires intérieures d'un pays tiers* »³⁸.

Afin de parvenir à leurs objectifs, **90 % des financements dont elles bénéficient sont publics**. Ils proviennent notamment des ministères allemands de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de l'Environnement, de la Coopération et du Développement économique, de l'Éducation et de la Recherche ou encore du Bundestag.

Votés annuellement dans la loi de finances de la commission budget du Bundestag, ils sont répartis entre les fondations selon la moyenne des résultats obtenus par les partis auxquels elles sont affiliées, aux quatre dernières élections du Bundestag. La loi allemande interdit cependant toute dotation directe entre les fondations et leur parti. Les 10 % restants du budget qui leur est alloué résultent de subventions locales, régionales, européennes ou de dons de particuliers.

En plus de ces financements annuels « de droit », les fondations peuvent bénéficier de crédits supplémentaires afin de réaliser des projets spécifiques. Leur octroi est conditionné à l'émission d'une sollicitation auprès d'un ministère fédéral, qui est libre d'accorder ou non les sommes demandées. **L'allocation d'un budget supplémentaire reflète ainsi l'approbation du projet concerné.**

Par ailleurs, selon le site Internet du bureau de Paris de la fondation Heinrich Böll du parti Bündnis 90/Die Grünen : « **environ la moitié du budget de chaque fondation est consacrée à**

³⁶ Les fondations politiques allemandes (hormis la Friedrich-Naumann-Stiftung) ont le statut d'association déclarée.

³⁷ « C'est quoi Stiftung ? » Les fondations politiques allemandes : un modèle unique au monde | Heinrich Böll Stiftung | Bureau Paris - France. (2020, novembre 16). Heinrich-Böll-Stiftung. [en ligne]

³⁸ Les fondations politiques allemandes, acteurs spécifiques de la politique étrangère. (s. d.-b). [en ligne]

l'étranger ». Le site précise : « cette partie-là est financée plus particulièrement par le ministère des Affaires Étrangères et le ministère de la Coopération et du Développement économique. Ceux-ci veillent et contrôlent les dépenses des fondations - dépenses qui doivent être justifiées par les projets mis en œuvre et respecter une réglementation précise, semblable aux dépenses publiques »³⁹.

De plus, l'importante augmentation des montants qui leur sont alloués au fil des années témoigne de leur place essentielle dans la stratégie d'influence de l'État fédéral : « entre 2000 et 2014, le budget total octroyé aux fondations politiques a presque doublé, passant de 295 millions d'euros en 2000 à 466 millions d'euros en 2014. En 2017, ce chiffre a encore augmenté, atteignant 581,4 millions d'euros⁴⁰».

0601-685 12	Globalzuschüsse zur gesellschaftspolitischen und demokratischen Bildungsarbeit			
	Friedrich-Ebert-Stiftung	5.612.117,00	5.927.817,00	-315.700,00
	Friedrich-Naumann-Stiftung für die Freiheit	4.077.258,70	4.310.000,00	-132.741,30
	Konrad-Adenauer-Stiftung	6.441.378,00	6.441.378,00	-3.000.000,00
	Hanns-Seidel-Stiftung	1.400.000,00	2.198.258,00	-798.258,00
	Heinrich-Böll-Stiftung	792.514,00	792.514,00	0,00
	Rosa-Luxemburg-Stiftung	4.062.739,00	3.331.596,00	731.143,00
0601-686 25	Fonds DDR-Dopingopfer	3.837.047,58	3.841.000,00	-3.952,42

Source : Extrait des comptes de gestion 2019 de la confédération allemande en euros [en ligne]

0601-685 12	Globalzuschüsse zur gesellschaftspolitischen und demokratischen Bildungsarbeit			
	Friedrich-Ebert-Stiftung	8.086.028,00	5.612.117,00	2.473.911,00
	Friedrich-Naumann-Stiftung für die Freiheit	3.926.597,99	4.077.258,70	-150.660,71
	Konrad-Adenauer-Stiftung	1.248.520,00	6.441.378,00	-5.192.858,00
	Hanns-Seidel-Stiftung	2.094.200,00	1.400.000,00	694.200,00
	Heinrich-Böll-Stiftung	991.034,00	792.514,00	198.520,00
	Rosa-Luxemburg-Stiftung	2.145.025,00	4.062.739,00	-1.917.714,00

Source : Extrait des comptes de gestion 2020 de la confédération allemande en euros [en ligne]

0601-685 12	Globalzuschüsse zur gesellschaftspolitischen und demokratischen Bildungsarbeit			
	Friedrich-Ebert-Stiftung	18.403.597,00	8.086.028,00	10.317.569,00
	Friedrich-Naumann-Stiftung für die Freiheit	3.406.242,52	3.926.597,99	-520.355,47
	Konrad-Adenauer-Stiftung	592.421,00	1.248.520,00	-657.099,00
	Hanns-Seidel-Stiftung	1.773.171,00	2.094.200,00	-321.029,00
	Heinrich-Böll-Stiftung	2.987.356,00	991.034,00	1.996.342,00
	Rosa-Luxemburg-Stiftung	2.966.311,00	2.145.025,00	821.286,00

Source : Extrait des comptes de gestion 2021 de la confédération allemande en euros [en ligne]

À la lumière de ces éléments, les modalités de financement des fondations politiques allemandes forgent et renforcent *de facto* leur obédience étatique.

2. Des méthodes contestables et des pratiques contradictoires

Fortes du soutien à historique et financier de l'État, les fondations politiques allemandes interfèrent dans les affaires politiques et économiques de pays étrangers, à la faveur des intérêts qu'elles défendent. À ces fins, elles déploient des stratégies

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Les fondations politiques allemandes, acteurs spécifiques de la politique étrangère. (s. d.-b). [en ligne]

d'influence directes et indirectes, et se parent de vertus dont la tangibilité apparaît toutefois questionnable.

A. Histoire d'un agent d'influence

Les fondations politiques font office d'armes de guerre cognitive et informationnelle, au service de l'Allemagne : au sortir de la Seconde Guerre mondiale, elles ont d'abord servi à débarrasser le pays de l'influence nazie, avant de familiariser les nouvelles élites aux pratiques démocratiques et valeurs de l'Occident.

Ces fondations ont ensuite vu **s'élargir leur périmètre à l'international** : d'abord impliquées dans la lutte contre l'influence communiste est-allemande⁴¹, elles ont ensuite contribué à propager la politique de la République fédérale d'Allemagne dans les pays du Sud. **Agissant au long cours et en écosystème, elles servent à la fois de structures de renseignement et de dissémination de l'information utile** auprès des élites locales. L'action de la fondation Friedrich-Ebert en Amérique du Sud au début des années 1960 fut si efficace qu'elle servit de modèle à la *National Endowment for Democracy* - une structure financée par les États-Unis et à l'origine de nombreuses opérations de déstabilisation de régimes étrangers⁴².

S'appuyant sur les liens tissés à l'étranger, auprès des élites socio-politiques, mais aussi de populations autrement hors de portée des instances classiques, les fondations politiques **préparent le terrain pour une coopération plus officielle**. Elles développent ainsi des liens avec les élites économiques, syndicales, scientifiques ou culturelles locales sur le long terme, et favorisent leur accession au pouvoir. Ce faisant, elles contribuent à la création de réseaux transnationaux à dimension politique, bien que non exclusivement partisane. Il s'agit de *soft power* au sens strict du terme.

La fondation Heinrich Böll a par exemple contribué à la création de partis écologistes dans plusieurs pays. Elle a notamment encouragé et financé la création du parti des Verts polonais en 2004. Dès les années 1990, les fondations politiques allemandes avaient ainsi pénétré le pays⁴³ : agissant en écosystème, elles ont contribué à l'« européenisation » de la société

⁴¹ DAKOWSKA, Dorota. 1. Consolider la démocratie pour mieux la diffuser In : *Le pouvoir des fondations : Des acteurs de la politique étrangère allemande* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014 (généré le 02 avril 2023)

⁴² NED, David Lowe, *Idea to Reality: NED at 25*, [en ligne]

⁴³ A ce sujet, voir Dorota Dakowska. Les fondations partisanes allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 2006, 13 (4), pp.717 — 733 [en ligne] ou DAKOWSKA D., *Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union européenne*, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2005

civile⁴⁴ et ont accompagné le processus d'adhésion à l'Union européenne⁴⁵. Pour ce faire, les rôles ont été soigneusement répartis entre les différentes fondations, en accord avec leurs intérêts propres et ceux de leur parti de rattachement :

- **La fondation Heinrich Böll fut impliquée, entre autres sur la question de « l'égalité des sexes et des minorités ».** Déplorant le manque d'intérêt porté par les pays candidats à la politique de promotion de l'égalité de l'UE, elle travailla à renforcer la relation entre l'objectif de l'adhésion, et la nécessité de répondre aux normes en matière de garanties à l'égalité hommes-femmes. La préparation de l'adhésion devint ainsi une opportunité pour la fondation d'intensifier son travail à caractère politique dans les pays candidats à l'UE, au point de déclarer : *« L'objectif politique devait consister à rendre les processus de prise de décision au sein de l'UE visibles à des personnes actives politiquement dans des ONG, et aux membres des partis Verts, et à relier ces décisions aux processus au niveau national et international. Ces personnes devraient se familiariser avec les politiques intérieures et extérieures de l'UE afin de pouvoir influencer les décisions et les évolutions dans un sens favorable à la société civile et pour devenir des médiateurs dans leur pays. »*⁴⁶ ;
- **la fondation Konrad Adenauer s'est attelée à promouvoir la libéralisation de l'économie,** se rapprochant de divers *think tanks* locaux tels que l'Institut de Recherche sur l'Économie de Marché (IBnGR) polonais⁴⁷ ;
- **la fondation Friedrich Ebert menait davantage une stratégie de propagation idéologique par diffusion,** que par soutien. Ainsi, elle *« avait axé ses activités sur les politiques économiques et sociales. En publiant les résultats des conférences qu'elle organisait, la FES favorisait la diffusion du savoir sur les systèmes d'assurance maladie, l'évolution des politiques sociales dans un contexte de mondialisation, les politiques de l'emploi, le secteur bancaire, les migrations. »*⁴⁸.

Ces fondations ont également mené des **activités de conseil et de rapprochement politique** : *« elles avaient organisé des visites en Allemagne pour les leaders de l'opposition, le*

⁴⁴ Dorota Dakowska. Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. Revue internationale de politique comparée, 2006, (P.8)

⁴⁵ BMZ, Die Tätigkeit der politischen Stiftungen in Mittel- und Osteuropa sowie der ehemaligen Sowjetunion (MOE/NUS), Bonn, mai 1995, rapport ministériel non publié, p. 7.

⁴⁶ HBS, Bureau Bruxelles, Rapport annuel politique mi-2003/mi-2004, p. 3, (consulté le 14.07.2005 par Dorota Dakowska).

⁴⁷ Ses dirigeants, Jan Szomburg et Janusz Lewandowski (ministre des Privatisations aux gouvernements successifs de T. Mazowiecki, J. K. Bielecki et H. Suchocka) sont à l'origine des premiers programmes de privatisation. J. Lewandowski fut ensuite élu député européen en 2004 et exerça les fonctions du président de la Commission budgétaire entre 2004 et 2007.

⁴⁸ Dorota Dakowska. Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. Revue internationale de politique comparée, 2006, (P.10)

conservateur hongrois Viktor Orban en 1998, puis le social-démocrate polonais Leszek Miller en 2001, pour les familiariser avec le fonctionnement de la chancellerie fédérale et la coordination du travail gouvernemental, à la veille de leur victoire électorale annoncée. »⁴⁹.

Par leurs activités, les fondations politiques allemandes révèlent leur nature d'agent d'influence ; ce qu'un rapport du ministère de la Coopération économique et du Développement confirme en ces termes : « *L'État octroie à certaines organisations privées allemandes dotées de différents profils politiques et idéologiques, des fonds pour qu'elles puissent mettre en œuvre des projets de formation et des mesures de conseils avec des partenaires dans les pays en développement, qui présentent aussi différentes opinions politiques et idéologiques et qui poursuivent divers objectifs politiques dans leurs pays. Ces projets de formation ont pour but d'influencer le développement de ces pays à travers une orientation de leurs élites dans un sens sociopolitique déterminé* »⁵⁰.

Ainsi, dans le contexte des Printemps arabes, voyant l'opportunité de consolider son influence ou même de prendre pied durablement dans les régions en crise, l'État fédéral attribua à ces fondations une enveloppe exceptionnelle de 5,4 millions d'euros, en plus de leurs financements habituels, afin de « *soutenir leur engagement dans les pays de la région* » (Égypte, Algérie, Jordanie, Turquie, Bahreïn/Yémen, Liban, Autorité palestinienne et Tunisie⁵¹).

Les principaux bailleurs de fonds alloués à l'étranger des fondations sont par ailleurs le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement et le ministère fédéral des Affaires étrangères – des structures qui correspondent à la **double mission des fondations politiques : entamer une coopération et participer au développement d'un pays, avec toutes les retombées que cela suppose en termes d'influence allemande sur la scène internationale**. Aussi, le ministère des Affaires étrangères associe régulièrement les directeurs des fondations à l'élaboration de documents stratégiques. De son côté, le ministère de la Coopération va même jusqu'à reconnaître dans un rapport interne de 1973 que sans ces fondations, l'Allemagne ne « *dispose pas de réseau de contacts et d'éléments qui permettent de nouer des liens avec des groupes sociaux des autres pays* »⁵².

⁴⁹ Ibid (P.11)

⁵⁰ BMZ, *Förderung der politischen und rechtlichen administrativen Rahmenbedingungen (Positivmaßnahmen) im Rahmen der bilateralen staatlichen EZ, hier: Hinweise für die Regionalreferate für den Bereich „Positivmaßnahmen“*, Bonn, 21 août 1996, section 130, p. 3. In : DAKOWSKA, Dorota. 3. *Des acteurs non étatiques ? Les fondations dans la politique étrangère* In : *Le pouvoir des fondations: Des acteurs de la politique étrangère allemande* [online]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014 (generated 18 juin 2023). [[en ligne](#)].

⁵¹ Dorota DAKOWSKA, « Les fondations politiques allemandes : des courtiers de la politique étrangère », CERISCOPE Puissance, 2013, [[en ligne](#)]

⁵² Rapport BMZ, 1973, p.13, 14, cité et traduit p. 80 dans Dorota Dakowska, « Le pouvoir des fondations, des acteurs de la politique étrangère allemande », Presses Universitaires de Rennes, 2014.

Aussi, les différents ministères allemands se disputent régulièrement les prérogatives des fondations politiques: alors que le gouvernement fédéral cherchait à redéfinir les bases de sa politique étrangère au début des années 1960, les deux ministères précités (Coopération économique et du Développement & Affaires étrangères) se sont alliés contre le ministère de l'Intérieur, lorsque celui-ci proposa « **d'impliquer le service fédéral de renseignement plutôt que les fondations politiques dans le travail à l'étranger** »⁵³.

S'il est un bailleur indirect de leurs actions, notamment celles ayant un caractère politique prononcé, l'État allemand cherche à s'en distancier. Par ce biais, il **préserve l'indépendance de façade** des fondations politiques qui garantit leur efficacité.

Ainsi, l'intérêt de l'État allemand est de **gagner en discrétion en utilisant ces fondations comme paravent** de son implication dans les affaires de pays étrangers⁵⁴. Le ministère des Affaires étrangères déclare à ce propos : « **Certaines tâches dans les pays en développement, ayant un caractère politique prononcé** (par exemple la promotion de la pensée démocratique, le renforcement des forces dirigeantes dans le domaine politique et syndical) *peuvent se traduire, dans certains cas, par des contacts avec les forces oppositionnelles ou par les subventions aux syndicats ou aux partis politiques ; par conséquent, ces décisions doivent être prises par le ministère responsable de la politique étrangère avec la plus grande discrétion. La mise en œuvre des projets en première ligne par des institutions comme l'Académie Eichholz, la Fondation Friedrich Ebert ou la Fondation Friedrich Naumann s'impose, afin que le gouvernement fédéral n'apparaisse pas comme un bailleur direct* »⁵⁵.

Dans les années 1960, les bourses allouées aux étudiants étrangers par la fondation Friedrich Ebert étaient ainsi qualifiées de possibilité « *d'influencer dans notre sens les forces dirigeantes actuelles et futures de ces pays* »⁵⁶ par le député Heinrich Ritzler, qui plaidait pour leur hausse. En 1992, le Président fédéral Richard von Weizsäcker crée la Commission d'experts indépendants sur le financement des partis politiques, dont le rapport conclut que les fondations sont une partie importante de la culture politique et économique de la République

⁵³ DAKOWSKA, Dorota. 1. Consolider la démocratie pour mieux la diffuser In : *Le pouvoir des fondations : Des acteurs de la politique étrangère allemande, Vers l'autonomisation du BMZ : le soutien des ONG, d'après un entretien avec Winfried Böll, effectué par Patrick von zur Muehlen, le 23 août 2004 à Bonn.* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014.

⁵⁴ DAKOWSKA, Dorota. 1. Consolider la démocratie pour mieux la diffuser In : *Le pouvoir des fondations : Des acteurs de la politique étrangère allemande, Vers l'autonomisation du BMZ : le soutien des ONG,* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014.

⁵⁵ PAAA, B 58, III B2, 295, Entwicklungspolitische Förderung im allgemein; Zuständigkeit — und Aufgabenabgrenzung, a) allgemein ; b) BMZ 1963-64, note du dép. III concernant les difficultés de la relation avec le BMZ, en vue d'une réunion entre les secrétaires d'État des deux ministères, Bonn, le 16 février 1963. Cité et traduit dans DAKOWSKA, Dorota. 1. Consolider la démocratie pour mieux la diffuser In : *Le pouvoir des fondations : Des acteurs de la politique étrangère allemande* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014

⁵⁶ PAAA, B 94, vol. 994, 1959-1962, Lettre du député Heinrich G. Ritzel au directeur ministériel Dr. D. Sattler, AA, du 22 septembre 1960. Cité et traduit DAKOWSKA, Dorota. 1. Consolider la démocratie pour mieux la diffuser In : *Le pouvoir des fondations*

fédérale d'Allemagne⁵⁷. En 1996, c'est au tour du Président fédéral Roman Herzog de déclarer, considérer **les fondations politiques comme « l'un des instruments les plus efficaces et éprouvés de la politique étrangère allemande, si on ne se limite pas aux seules méthodes et au savoir traditionnel de la diplomatie⁵⁸ »**.

Dans cette veine, l'antenne parisienne de la fondation Heinrich Böll déclare sur son site « **La somme attribuée, dans le budget fédéral, aux fondations politiques augmente au fil du temps [...] témoignant du consensus qui règne au Bundestag sur l'importance des fondations et du financement de leur travail** »⁵⁹. En effet, la dotation générale consacrée aux fondations politiques est en hausse constante - de 50 % entre 2000 et 2014, passant de 295 à 466 millions d'euros, pour culminer à près de 700 millions d'euros en 2019. **Après le ralentissement lié à la crise pandémique de la COVID-19, le Bundestag a, par exemple, alloué 690 millions d'euros aux fondations politiques allemandes pour 2023⁶⁰**.

⁵⁷ Peter Massing, Politische Stiftungen, Bundeszentrale für politische Bildung, 2015, [\[en ligne\]](#)

⁵⁸ Cité dans Fondation Robert Schuman, Les fondations politiques allemandes, acteurs spécifiques de la politique étrangère, 2003, [\[en ligne\]](#)

⁵⁹ Fondation Heinrich Böll, « "C'est quoi Stiftung ?" Les fondations politiques allemandes : un modèle unique au monde », 2020, [\[en ligne\]](#)

⁶⁰ Online, F. (2023, 14 avril). 137.000 Euro für Baerbocks Visagistin und 1,3 Millionen Euro für Frisuren-App. FOCUS online. [\[en ligne\]](#)



Source : Statista, 644 Millionen Euro für politische Bildung, Stipendien und Co., 26 octobre 2022 [\[en ligne\]](#)

B. Manœuvres directes et indirectes, sur les plans informationnels et cognitifs

Ces fondations mènent des stratégies d'influence à la fois directes et indirectes, en Allemagne comme à l'étranger, et notamment **sur le territoire français**.

L'approche directe de ces fondations se décline en **différents modes d'action** :

- La rédaction et la diffusion de documents destinés au grand public, aux politiques ou aux relais médiatiques – représentant deux tiers des dépenses de la fondation Heinrich Böll en 2021⁶¹;
- L'orientation des élites dans un sens sociopolitique déterminé⁶², par le biais de formations (bourses doctorales, *masterclass*...) et de conseils à l'étranger (visites et rencontres de responsables politiques...);
- La construction et l'encouragement d'un narratif dénigrant⁶³ et insistant sur les risques et les coûts de politiques publiques qu'elles combattent ;

⁶¹ Heinrich Böll Stiftung. (2021). Jahresbericht 2021. [\[en ligne\]](#)

⁶² BMZ, Bericht über die Förderung der gesellschaftspolitischen Bildung in Entwicklungsländer, Kap. 2302, Tit. 686 04, Bonn, juin 1969, p. 2. Archives courantes du BMZ.

⁶³ Dossier collectif, Nucléaire : la France à l'heure du choix, Alternatives économiques, 2021 [\[en ligne\]](#)

- L’ancrage et la propagation, au sein de l’opinion publique française⁶⁴, de paradigmes contraires aux intérêts nationaux ;
- Le soutien voire la création, de partis politiques ou de réseaux transnationaux à dimension politique⁶⁵ dans des pays étrangers ;
- L’instauration d’une dynamique partenariale⁶⁶ avec d’autres organisations hostiles, partageant leurs idées et capables d’agir en écosystème.

Ces stratégies d’influence directes ont deux objectifs : d’abord, jouer sur la perception d’un sujet par la société civile, afin d’orienter les élites socio-politiques et *in fine*, d’infléchir les politiques en faveur de leurs objectifs.

Elles sont aussi complétées par des **approches indirectes**, qui consistent principalement à apporter un soutien matériel et/ou financier à des structures tierces. Ces structures offrent aux fondations politiques allemandes divers **avantages** tels que :

- La mise en œuvre d’opérations de *lobbying* assumées, par des organisations enregistrées comme représentants d’intérêts et revendiquant une fonction de plaidoyer auprès des élus⁶⁷;
- La réalisation d’actions militantes parfois « choc », palliant les insuffisances opérationnelles des fondations en termes d’effectifs et de positionnement, et qui permettent de rediriger les interpellés vers la production doctrinale des fondations.

Ces stratégies indirectes permettent aux fondations politiques de se dissimuler derrière des relais, tout en profitant de leurs capacités assumées à influencer le cadre légal.

Dans cette perspective, les fondations politiques allemandes cherchent à orienter les décisions relatives à divers sujets, parmi lesquels les politiques étrangères et de sécurité, la démocratie participative, inclusive et les droits sociaux, ainsi que la transition écologique et sociale.

C. Critiques en matière de transparence et d’intégrité

Ces dernières années, la fondation Heinrich Böll a fait l’objet de nombreuses critiques quant à l’intégrité et la transparence de ses pratiques, relayées principalement par les médias allemands.

⁶⁴ Mattias Corrasco, Marine Tondelier veut mener la « bataille culturelle » au nucléaire, Libération, 2023, [[en ligne](#)]

⁶⁵ Dorota Dakowska, « Le pouvoir des fondations, des acteurs de la politique étrangère allemande », Presses Universitaires de Rennes, 2014 [[en ligne](#)]

⁶⁶ Fondation Heinrich Böll, Rapport mondial sur les déchets nucléaires, Focus sur l’Europe, Partenaires et sponsors, 2020, [[en ligne](#)]

⁶⁷ CI2S. Rapport d’investigation : Comment l’Allemagne finance l’affaiblissement du secteur nucléaire français, 2023, [[en ligne](#)]

Dès 2017, la fondation lançait une encyclopédie en ligne de l'antiféminisme nommée *Agent*in*. Ce projet visait à rassembler les connaissances et données relatives à l'influence des acteurs antiféministe sur la politique et l'opinion publique. D'éminents médias allemands ont alors reproché à la fondation Heinrich Böll de proposer une plateforme de « *dénonciation publique* »⁶⁸ ayant le caractère d'un « *pilori* »⁶⁹, la poussant à suspendre le projet⁷⁰.

Deux ans plus tard, un tabloïd allemand titrait : « *L'argent des Verts alimente-t-il les terroristes palestiniens ?* »⁷¹, en référence aux liens troubles entre la fondation Heinrich Böll et son partenaire palestinien *Addameer*. Déjà soupçonnée d'affiliation au groupe terroriste Front populaire de libération de la Palestine, cette ONG employait alors le cerveau présumé de l'attentat à l'explosif du 23 août 2019, ayant tué un jeune de 17 ans⁷².

En 2020, le Taz, quotidien reconnu et pourtant proche du Parti des Verts allemands, publiait un article dénonçant le traitement des employés de la fondation Heinrich Böll⁷³. L'article met en perspective **le discours militant pour la justice et la liberté, et la réalité des pratiques internes de l'organisation, en particulier, à l'encontre des employés à l'étranger**. Ces derniers dépendent entièrement du directeur local, nommé par Berlin, dont ils doivent obtenir l'accord préalable pour communiquer avec le siège. Le directeur local est à la fois leur supérieur et leur seul interlocuteur : employés par les bureaux étrangers, ils ne relèvent pas du droit allemand et se voient donc privés d'accès aux instances de représentation des salariés de la fondation. Au bureau de Varsovie en Pologne, des cas d'avertissements non-justifiés ou de licenciements illégaux ont été recensés. Un employé s'est même engagé à refuser toute interview qui n'aurait pas été approuvée par vote en interne. Au sein de la fondation Heinrich Böll, ces cas sont loin d'être isolés : le Taz précise d'ailleurs que des cas similaires ont été recensés, ces dernières années, dans les bureaux de la fondation en Serbie et au Pakistan.

En 2021, un nouveau scandale éclabousse la fondation Heinrich Böll : **la candidate des Verts allemands à la chancellerie, Annalena Baerbock, est accusée d'usage illégal d'une bourse de doctorat, octroyée par la fondation Heinrich Böll**. Elle avait en effet consacré plus de 50 %

⁶⁸ Schwartz, C. (2017, August 14). Online-Pranger abgestellt: Die verlorene Ehre der Böll-Stiftung. Neue Zürcher Zeitung. [\[en ligne\]](#)

⁶⁹ Schwarz, C. (2017, July 27). Antifeminismus-Liste der Böll-Stiftung: Aber doch nicht so! TAZ Verlags- Und Vertriebs GmbH. [\[en ligne\]](#)

⁷⁰ Neu: Agent*In – ein kritisches Online-Lexikon zu Anti-Feminismus | Gunda-Werner-Institut | Heinrich-Böll-Stiftung. (2017, July 17). Heinrich-Böll-Stiftung. [\[en ligne\]](#)

⁷¹ Schippmann, A. (2019, October 4). Vorwürfe gegen Böll-Stiftung in Ramallah: Fließt Geld der Grünen an Palästina-Terroristen? | Politik. bild.de. [\[en ligne\]](#)

⁷² Groß-Lobkowitz, S. (2021b, July 15). Böll-Stiftung: Nicht erst seit Baerbock ist die grüne Stiftung in der Kritik. FOCUS Online. [\[en ligne\]](#)

⁷³ Kreuzfeldt, M. (2020, October 21). Kündigungen bei Böll-Stiftung: Rauswurf leicht gemacht. TAZ Verlags- Und Vertriebs GmbH. [\[en ligne\]](#)

de son temps de travail à son activité pour les Verts allemands (présidente des Verts de l'État du Brandebourg de 2009 à 2013), en contradiction avec les directives du ministère fédéral de la recherche. Sur demande des médias allemands, la fondation a annoncé examiner la nécessité d'un remboursement des 40 000 euros alloués⁷⁴. Malgré ces irrégularités, la fondation conclut à la conformité de la bourse doctorale. Cette décision est alors largement critiquée par les médias allemands, qui lui reprochent d'avoir **retardé cette décision en vue de la campagne électorale pour les élections fédérales** de septembre⁷⁵. Les médias dénoncent aussi **l'absence de transparence quant aux motivations** et faits ayant conduit à ces conclusions ; les dossiers relatifs au projet de doctorat de Baerbock ayant été détruits par l'Université libre de Berlin⁷⁶.

D. Contradictions fondamentales

La fondation Heinrich Böll, pourtant directement affiliée au parti des Verts allemands, n'est pas une contradiction politique fondamentale près : elle s'autorise, par le biais de ses représentants notamment, des prises de position en contradiction avec sa raison d'être, ainsi que les idéaux de ses partisans.

En 2021, la fondation Heinrich Böll copublie une série de documents stratégiques, s'intitulant notamment « *Transatlantique ? Osez !* »⁷⁷ et réclamant des liens plus étroits avec les partenaires stratégiques de l'OTAN. En somme, les auteurs demandent l'augmentation des capacités de défense conventionnelle des pays européens de l'OTAN, incluant l'Allemagne, afin de soulager les États-Unis et leur permettre de se concentrer sur l'Indopacifique. À cela, s'ajoute le stockage illimité des armes nucléaires américaines en Allemagne et l'acquisition d'avions de combat adaptés aux armes nucléaires pour la *Bundeswehr*.

⁷⁴ Groß-Lobkowitz, S. (2021c, July 15). Böll-Stiftung: Nicht erst seit Baerbock ist die grüne Stiftung in der Kritik. FOCUS Online. [\[en ligne\]](#)

⁷⁵ Schattauer, G. (2021, August 5). Baerbocks fragwürdiges Stipendium: Aufklärung erst nach der Bundestagswahl? FOCUS Online. [\[en ligne\]](#)

⁷⁶ Müller-Neuhof, J. (2021, September 1). Baerbocks Promotionsstipendium: Böll-Stiftung und Grüne schweigen zu den Details. Tagesspiegel. [\[en ligne\]](#)

⁷⁷ Vereinbarung - A new agreement. (2021, February 18). A New Agreement. [\[en ligne\]](#)



Source : Vereinbarung - A new agreement. (2021, February 18). A New Agreement. [\[en ligne\]](#)

Aux côtés du *German Marshall Fund* et de l'*Aspen Institute*, ce document est co-signé par la directrice de la fondation Heinrich Böll à l'époque, théologienne protestante et fonctionnaire de l'Église : Ellen Ueberschär. **Ces revendications néoconservatrices et favorables au réarmement s'inscrivent pourtant en contradiction directe avec les idéaux humanistes et pacifistes, dont l'écrivain Heinrich Böll lui-même était le symbole.** Trahissant une nouvelle fois le programme du parti des Verts allemands, la fondation suit son propre agenda en matière de politique étrangère, provoquant régulièrement l'irritation de ses partisans⁷⁸.

Cette réécriture de la raison d'être même de la fondation prend ses racines dans la précédente mandature de la fondation : dans les années 2010, Ralph Fücks, alors président de la Fondations Heinrich Böll et marié à la députée des Verts allemands Marieluise Beck, s'attirait les foudres des Verts allemands les plus à gauche⁷⁹ pour avoir critiqué la déclaration de Margot Käßmann, présidente du conseil de l'Église protestante, qui avait exigé un retrait rapide des troupes allemandes d'Afghanistan. La démission de Fücks fut alors demandée – sans succès.

Le couple Beck/Fücks, souvent critiqué au sein de leur propre parti, crée en 2017 le *think tank* transatlantique « *Zentrum Liberale Moderne* ». Celui-ci est d'ailleurs critiqué pour sa complaisance avec le régime ukrainien. Relatant ses visites en Ukraine au *think tank*, Manuel Sarrazin, porte-parole des Verts pour l'Europe de l'Est, aurait omis de rendre compte des dérives ultranationalistes s'y produisant⁸⁰.

S'inscrivant dans la continuité de ces positions interventionnistes, le directeur du bureau de la fondation en Géorgie, Stefan Meister, demandait en 2020 à la fois **plus d'armes, mais aussi leur utilisation indépendante des objections de l'ONU** : « *Si l'Allemagne veut imposer un*

⁷⁸ Groß-Lobkowicz, S. (2021c, July 15). Böll-Stiftung: Nicht erst seit Baerbock ist die grüne Stiftung in der Kritik. FOCUS Online. [\[en ligne\]](#)

⁷⁹ Denkler, T. (2012, October 12). "Der falsche Mann." Süddeutsche.de. [\[en ligne\]](#)

⁸⁰ Koppold, R. (2021, March 2). Grüne Aufrüstung: Die große Böllerei. KONTEXT:Wochenzeitung. [\[en ligne\]](#)

*accord de cessez-le-feu en Libye, elle doit également être prête à le protéger militairement dans le cadre de l'UE ou de l'OTAN. Il en va de même pour la Syrie ... De même, en Ukraine, un accord pour une mission robuste de l'UE avec la participation de l'Allemagne pourrait effectivement augmenter la pression sur Moscou »⁸¹. Il s'agit d'une position reprise mot pour mot⁸² par la **candidate des Verts allemands à la chancellerie et ex-doctorante financée par la fondation, devenue ministre fédérale des Affaires étrangères fin 2021, Annalena Baerbock.***

Co-Présidente aux côtés d'Ellen Ueberschär, pendant 20 ans et jusqu'en 2022, Barbara Unmüßig justifiait ces contradictions dans une interview au Taz par une volonté d'« *indépendance* » de la fondation vis-à-vis du parti des Verts allemands et se félicite de donner à voir une diversité de perspectives sur le monde maintenant que le parti des Verts allemands est au gouvernement⁸³. Ses positions restent pourtant largement partagées par les membres du gouvernement allemand et notamment par Annalena Baerbock.

⁸¹ Das Ende der Ostpolitik. (n.d.). DGAP. [\[en ligne\]](#)

⁸² Baerbock plötzlich für mehr Rüstung: Grüne machen sich hübsch für die Union - doch das Dilemma naht schon. (2020, December 1). [\[en ligne\]](#)

⁸³ Schwab, W. (2022, April 10). Leiterin der Heinrich-Böll-Stiftung: „Mut fördern, Optionen erkennen“. TAZ Verlags- Und Vertriebs GmbH. [\[en ligne\]](#)

PARTIE 4 - Le secteur nucléaire français, bouc-émissaire de ces fondations

1. Les raisons de l'interférence allemande

« *Nous sommes la première grande nation industrielle à prendre le virage vers les énergies renouvelables* »⁸⁴. C'est en ces termes, le 13 mars 2011, deux jours après l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima au Japon, que la chancelière allemande Angela Merkel annonce sa décision de faire sortir l'Allemagne du nucléaire dans les plus brefs délais. L'objectif est alors clair : 14 des 17 réacteurs du pays seront mis hors service d'ici 2021. Les trois restants continueront de fonctionner jusqu'à fin 2022.

En sortant du nucléaire, Merkel accède à la demande de plus de 80 % de l'opinion publique allemande effrayées par l'atome en raison des risques agités par les activistes écologistes. Elle devance du même coup les écologistes qui la talonnaient dans les sondages. Cette décision constitue une accélération décisive de l'*Energiewende*, politique de transition énergétique centré sur les énergies renouvelables théorisée au début des années 1980⁸⁵.

En revanche, la peur de l'accident nucléaire n'explique pas entièrement l'activisme anti-nucléaire patenté de l'Allemagne en dehors de ses frontières. Les raisons qui poussent Berlin à subvertir l'opinion publique en diabolisant l'atome sont davantage de nature économique. En effet, au cœur de ces raisons se situe la volonté allemande de sauver sa compétitivité économique mise en péril par la sortie du nucléaire en 2011. **Il est inconcevable, pour Berlin, de laisser un de ses principaux rivaux, l'industrie française, jouir d'une énergie bon marché et des avantages compétitifs qui en découlent.** L'Allemagne s'ingénie donc à nuire à la filière nucléaire française en vue de **priver la France son principal atout dans la compétition économique que se livrent les deux pays.**

Le choix de 2011 d'accélérer la sortie de l'atome n'est pas sans coût pour l'Allemagne. Le nucléaire constituait alors 22 % de son mix énergétique et demeurait la source d'énergie la moins onéreuse. Son abandon ne peut qu'entraîner une hausse considérable du coût de l'électricité pour les ménages, mais surtout pour les entreprises⁸⁶. A l'époque déjà, les experts estimaient que le prix de la fermeture des centrales oscillerait entre 90 et 200 milliards d'euros. Parfaitement conscient de l'impact de sa décision idéologique sur son tissu industriel, l'Allemagne a immédiatement annoncé l'ouverture d'une « caisse » de 500 millions d'euros⁸⁷ à destination des entreprises dont l'activité serait « gourmande en électricité ». Cependant,

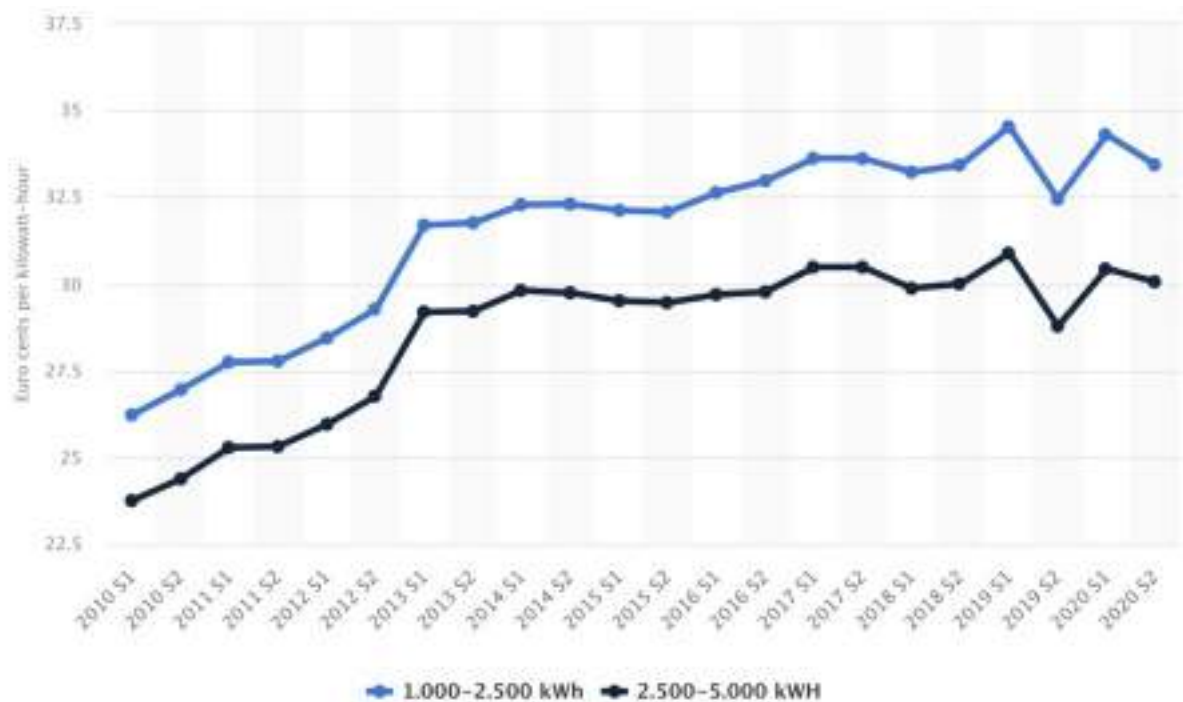
⁸⁴ Le Point, L'Allemagne annonce l'abandon du nucléaire en 2022 et veut faire école, Le Point, 2011, [\[en ligne\]](#)

⁸⁵ Frédéric Lemaître, Le mouvement antinucléaire, une histoire allemande, Le Monde, 2010, [\[en ligne\]](#)

⁸⁶ AFP, L'Allemagne adopte le projet de loi d'abandon du nucléaire, 20 Minutes, 2011, [\[en ligne\]](#)

⁸⁷ Le Point, L'Allemagne annonce l'abandon du nucléaire en 2022 et veut faire école, Le Point, 2011, [\[en ligne\]](#)

cette mesure dérisoire ne saurait à elle seule empêcher la catastrophe industrielle qui pèse sur l'Allemagne.



Source : Statista, Évolution des prix de l'électricité en Allemagne depuis 2010, 27 juillet 2022, [en ligne]

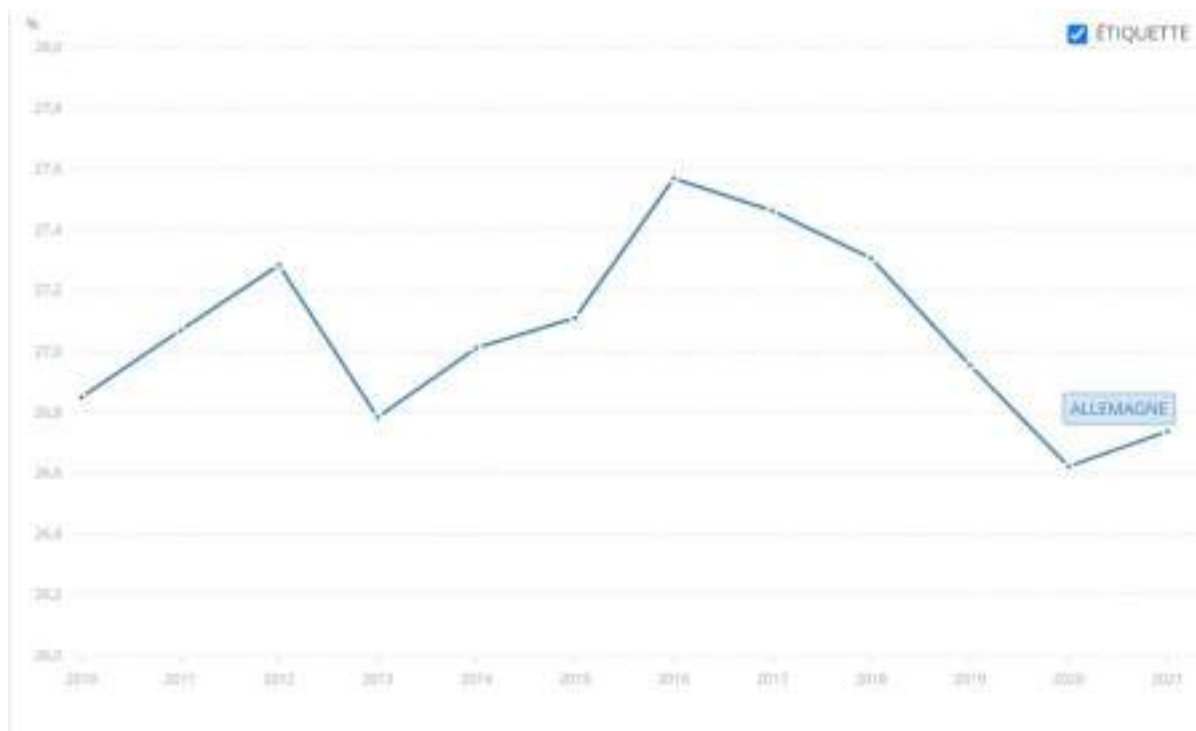
Si cette hausse durable du prix de l'énergie est problématique pour les ménages, elle est dramatique pour l'industrie allemande qui se retrouve sur le point de voir sa compétitivité s'effondrer⁸⁸ par rapport à d'autres pays, notamment son voisin français qui, n'ayant pas abandonné l'atome, ne s'apprête pas à subir une hausse drastique de ses coûts de production.

Berlin est alors à la fois confronté à l'impossibilité politique de faire volte-face en réinstaurant le nucléaire et aux limites technologiques ne permettant pas le développement d'une source d'énergie égalant l'atome du point de vue de la fiabilité et du prix. En l'état, ce qui sauve l'Allemagne d'un cataclysme industriel majeur se résume au marché commun de l'électricité et à ses mécanismes. Si ces derniers permettent de juguler la hausse des prix, leur pérennité n'est pas garantie (en témoignent les débats actuels autour de l'ARENH⁸⁹).

Un déclassé industriel n'est alors pas concevable pour **une Allemagne dont l'industrie constitue plus de 20 % de son produit intérieur brut**. Dès lors, Berlin doit trouver un moyen de sauver la compétitivité de son secteur industriel, sous peine de s'exposer à de sévères conséquences économiques.

⁸⁸ AFP, L'Allemagne adopte le projet de loi d'abandon du nucléaire, 20 Minutes, 2011, [en ligne]

⁸⁹ LCP Assemblée Nationale, Marché de l'électricité : "Le dispositif de l'Arenh est à bout de souffle", estime le PDG d'EDF, 28 février 2023, [en ligne]



Source : Banque Mondiale, Part du secteur industriel dans le PIB allemand, [consulté le 19 juin 2023], [\[en ligne\]](#)

La stratégie semble évidente : **s'il est impossible pour l'Allemagne de compenser l'avantage productif de son concurrent français, il est impératif de supprimer ledit avantage.**

Cette analyse est d'ailleurs partagée par Henri Proglio, Président d'honneur d'Électricité de France (EDF) dans son audition du 13 décembre 2022, auprès de la Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France : « *Comment voulez-vous que ce pays qui a fondé sa richesse, son efficacité, sa crédibilité sur son industrie accepte que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? Depuis trente ans, l'obsession allemande est la désintégration d'EDF ; ils ont réussi !* »⁹⁰.

Ainsi, Berlin souhaite saborder à tout prix le secteur nucléaire français, notamment au sein des instances européennes. L'Allemagne fait son maximum pour exclure le nucléaire de tout système de subvention – notamment celui de la taxonomie européenne⁹¹ - invoquant des raisons écologiques. L'objectif est, en fait, de priver de fonds européens le secteur du nucléaire garant d'une électricité peu onéreuse que Berlin jalouse sournoisement.

⁹⁰ Compte rendu - Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France. (13/12/2022). Assemblée Nationale. [\[en ligne\]](#)

⁹¹ Euractiv, Taxonomie verte : l'Allemagne adopte une position ferme en faveur du gaz, 24 janvier 2022 [\[en ligne\]](#)

Cependant, l'État allemand ne cantonne pas son action au niveau européen et accentue la pression au niveau national. Pour ce faire, l'Allemagne peut compter sur un de ses principaux atouts en matière de politique extérieure : ses fondations politiques, ses *Stiftung*.

2. Les manœuvres d'influence de la fondation Heinrich Böll sur le territoire français

La fondation Heinrich Böll a la particularité d'être physiquement présente sur le territoire français depuis 2016. Établie au 80 quai de Jemmapes dans le 10^e arrondissement - à la même adresse que l'association Sherpa⁹², l'antenne parisienne mène des opérations d'influence contre le nucléaire français sur plusieurs champs : public, médiatique et politique. **Sa présence sur ces terrains a pour finalité de créer un environnement défavorable au déploiement du nucléaire dans l'Hexagone, en s'appuyant sur d'autres relais anti-nucléaires.**

Dans un premier temps, cette présence s'est manifestée par une production récurrente de contenus entre 2018 et 2021. Parmi les publications, on peut citer :

- « L'Atlas de l'énergie⁹³ », publié en 2018 qui prend directement à partie le secteur nucléaire français. Le rapport se concentre sur la transition écologique en Europe et l'importance d'investir dans les énergies renouvelables. Une partie entière intitulée « l'heure du choix » cible la France. Les auteurs s'alarment des « *incertitudes sur la faisabilité technique et économique de la prolongation de la période d'exploitation des centrales* », ils y déplorent également les 55 milliards d'euros investis dans la rénovation des réacteurs, montant qui, selon eux, aurait pu être « *investi dans les énergies renouvelables* ». Le nucléaire y est dépeint comme **une énergie du passé, un gouffre financier présentant de réels risques sécuritaires qu'il est nécessaire d'abandonner au profit des énergies renouvelables**, quant à elle résolument tournée vers l'avenir. À ce titre, le rapport fait l'apologie d'un rapprochement franco-allemand en vue d'accélérer la transition écologique.
- Le « Rapport mondial sur les déchets nucléaires : Focus sur l'Europe »⁹⁴, publié en 2020 est lui aussi très critique à l'égard de la France. Publié en partenariat avec des organismes principalement allemands, ce rapport se concentre exclusivement sur la question des déchets nucléaires. Une partie est de nouveau entièrement consacrée à la France, stigmatisée en raison de sa production de déchets nucléaires. Le document remet

⁹² L'association Sherpa mène des activités de plaidoyer, de contentieux stratégique, de recherche juridique dans le domaine de la transition écologique et sociale ainsi que la justice sociale et les droits de l'Homme. Elle est particulièrement active en France à l'encontre des grandes sociétés (Total, etc.). Elle est financée par d'autres grandes fondations internationales telles que la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, l'Open Society Foundations et la fondation Ford.

⁹³ Fondation Rosa Luxemburg, Atlas de l'Uranium, [\[en ligne\]](#)

⁹⁴ Fondation Heinrich Böll, RAPPORT MONDIAL SUR LES DÉCHETS NUCLÉAIRES Focus sur l'Europe, 2020, [\[en ligne\]](#)

également en cause la viabilité du système français en matière de traitement de ces déchets, insistant sur son coût actuel ainsi que sur sa potentielle augmentation. L'objectif semble ici de **mettre l'accent sur une hypothétique absence de viabilité économique du secteur nucléaire**. Il est notamment intéressant de noter qu'à plusieurs reprises, les auteurs évoquent une réticence de la part de l'opinion publique française sur la question. Réticence exprimée par diverses associations qui reçoivent des financements de la part de la fondation Heinrich Böll (voir ci-dessous).

- Le dossier « Nucléaire : la France à l'heure du choix », de 2021, en partenariat avec Alternatives économiques⁹⁵ qui regroupe une série d'articles à charge sur plusieurs acteurs et domaines du nucléaire national⁹⁶. Ce dossier brosse un portrait au vitriol du secteur de l'atome tout en faisant l'éloge des énergies renouvelables. Il est composé des articles suivants :
 - Réacteurs : une prolongation à haut risque ;
 - **Déchets nucléaires : quand les poubelles débordent ;**
 - Le nucléaire, une industrie sans grand avenir ;
 - 100 % Renouvelable, c'est possible ;
 - **Nucléaire : la folle obstination d'EDF ;**
 - Sortir du charbon et du nucléaire : l'exemple allemand ;
 - Pour faire avancer la transition, l'énergie citoyenne ;
 - Nucléaire : « il faut que le débat ait lieu ».

Les exemples évoqués ci-dessus ne constituent qu'une partie des publications de la fondation Heinrich Böll, souvent en partenariat avec d'autres acteurs antinucléaires français et étrangers.

En parallèle, la fondation Heinrich Böll renforce ses **liens avec les sphères politiques et associatives françaises**. Jules Hébert, le Vice-président de la fondation, est ainsi intervenu au siège du parti EELV en mars 2023, à la suite de l'adoption du projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires. Cette conférence devait ainsi marquer le début de la « *contre-offensive culturelle* » des écologistes face au retour en grâce du nucléaire dans l'Hexagone⁹⁷. Durant son intervention, M. Hébert a notamment vanté le modèle allemand en matière de transition énergétique. Il est ici particulièrement intéressant de constater que la fondation Heinrich Böll, **une structure financée par une puissance étrangère, est considérée, par le principal parti écologiste français, comme le fer de lance de l'opposition au nucléaire**.

⁹⁵ Si Alternatives Économiques est un magazine prétendument indépendant et neutre, il est pourtant financé par des fondations étrangères telles que la fondation de droit suisse Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme – à hauteur de 54 809,50 CHF entre 2021 et 2023 (source : [rapport d'activité 2021 de la fondation](#)).

⁹⁶ Dossier collectif, Nucléaire : la France à l'heure du choix, Alternatives économiques, 2021 [[en ligne](#)]

⁹⁷ Mattias Corrasco, Marine Tondelier veut mener la « bataille culturelle » au nucléaire, Libération, 2023, [[en ligne](#)]

Ce format d'intervention a par ailleurs été reconduit les 23 et 24 mai 2023 à Bordeaux, autour, cette fois, de la thématique « *Les énergies renouvelables au service du climat et de la démocratie* ». Au fil d'ateliers thématiques⁹⁸ animés par des acteurs anti-nucléaires (IDDRI, Greenpeace, Negawatt), les participants dûment sélectionnés ont eu l'occasion de se familiariser aux techniques activistes de plaidoyer et de mobilisation.

Enfin, la fondation Heinrich Böll cherche à **garantir la diffusion de son narratif anti-nucléaire par le financement de structures relais en France**. Parmi ces stratégies d'influence indirectes, la fondation finance par exemple le Réseau Action Climat (RAC), une fédération composée de 27 associations nationales et de 10 associations locales dont Greenpeace France, Les Amis de la Terre ou encore le réseau Sortir du Nucléaire (voir Annexe 3 – Membres du Réseau Action Climat). Dans son rapport d'activité 2021, le Réseau Action Climat ne se présente plus comme financé par la fondation Heinrich Böll, mais directement par le ministère fédéral des Affaires économiques et de l'Action climatique. Ce choix a de quoi surprendre, et révèle une nouvelle contradiction entre vocation et actions, puisque les fondations politiques permettent justement de mettre un écran de fumée entre le gouvernement fédéral et les niveaux opératif et tactiques.



Source : Réseau Action Climat, Nos financements, RAC, 2022, [en ligne]

⁹⁸ Heinrich Böll Stiftung, Appel à candidatures : Master Class "Les énergies renouvelables au service du climat et de la démocratie", 13 avril 2023, [en ligne]

L'intérêt de financer le Réseau Action Climat est triple pour la fondation.

Il permet d'abord de **contribuer indirectement à la publication d'autres rapports et articles stigmatisants**, rédigés par ces associations contre le nucléaire français. À titre d'exemple, *Greenpeace* a publié, en mars 2022, un rapport⁹⁹ s'alarmant de l'emprise russe sur le nucléaire français. Sans hasard de calendrier, cette publication est sortie deux jours¹⁰⁰ avant le début de l'examen, par l'Assemblée nationale, du projet de loi sur l'accélération de la construction de nouveaux réacteurs.

Ensuite, ce financement permet **de consolider une structure de lobbying anti-nucléaire en France**. En effet, le Réseau Action Climat est déjà enregistré auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique en tant que représentant d'intérêts¹⁰¹, notamment dans le secteur de l'énergie. Si l'association n'exerce pas directement cette activité au profit de la fondation Heinrich Böll, elle le fait pour le compte des membres de son réseau – dont le Réseau Sortir du Nucléaire.

Enfin, le financement de ces structures permet le **recours à l'activisme par proxies**. En effet, les faibles effectifs de la fondation et son positionnement ne lui permettent pas de réaliser elle-même des actions militantes de terrain. Les relais utilisés produisent des actions « coup de poing » à fort impact médiatique et au sein de l'opinion publique, qui stigmatisent durablement la filière. C'est le cas de l'infiltration d'une équipe de quinze activistes de *Greenpeace* dans l'enceinte de l'EPR – réacteur à eau pressurisée - de Flamanville afin d'en bloquer l'accès¹⁰² en 2022. L'objectif de cette manœuvre était de contester la décision gouvernementale de relance des centrales nucléaires. Par le passé, des membres de l'ONG s'étaient également introduits dans certaines centrales françaises afin de souligner les insuffisances des dispositifs de sécurité¹⁰³.

Ces actions « choc » provoquent l'irruption du sujet nucléaire dans le débat public sous un angle défavorable, propice à susciter la peur et à diviser la population. De plus, elles permettent de « rabattre » le quidam qui souhaiterait se documenter sur le sujet vers la documentation élaborée par des acteurs antinucléaires, tels que la fondation Heinrich Böll. En finançant le RAC, la fondation favorise donc l'occurrence de ces actions médiatiques et, par voie de conséquence, la propagation de son paradigme antinucléaire qui porte

⁹⁹ Greenpeace France, Le nucléaire français sous emprise russe, Greenpeace France, 2023 [\[en ligne\]](#)

¹⁰⁰ Capital avec AFP, Greenpeace affirme que le nucléaire français est « sous emprise » de la Russie, Capital, 2023, [\[en ligne\]](#)

¹⁰¹ Registre de la HATVP, fiche RAC-F, [\[en ligne\]](#)

¹⁰² Greenpeace France, A Flamanville, intrusion et blocage du chantier de l'EPR, Greenpeace France, 2022 [\[en ligne\]](#)

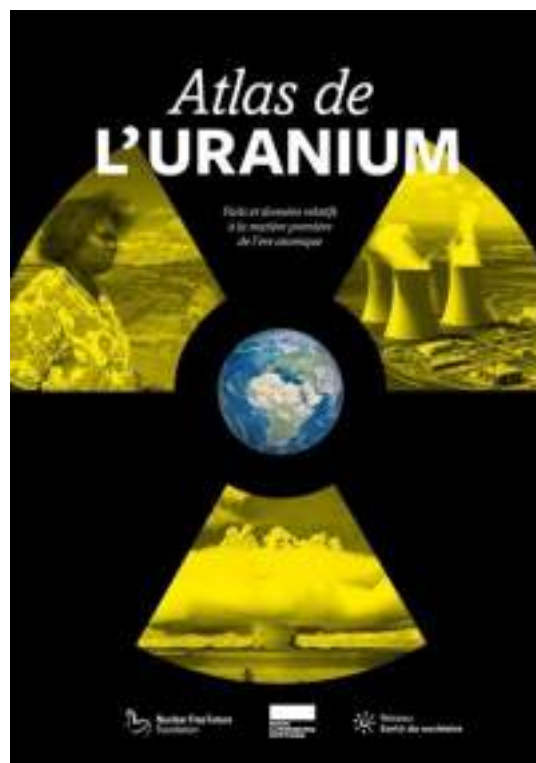
¹⁰³ Le Monde, Les militants de Greenpeace qui s'introduisent dans des centrales nucléaires sont-ils des « lanceurs d'alerte » ?, 22 mai 2018, [\[en ligne\]](#)

directement atteinte à l'unité de la population française en favorisant la rupture du contrat social.

3. Les opérations de déstabilisation de la fondation Rosa Luxemburg à l'étranger

La Fondation Rosa Luxemburg ne dispose pas de bureau en France mais porte atteinte aux intérêts français à l'étranger. Elle se définit elle-même comme « *institution d'éducation civique à but non lucratif, progressiste et internationale* » dont la mission « *se concentre sur la participation démocratique et sociale, l'autonomisation des groupes défavorisés, les alternatives pour le développement économique et social, la prévention des conflits et la résolution pacifique des conflits* »¹⁰⁴.

Comme Heinrich Böll, elle mène des actions parfois extrêmement virulentes contre l'industrie nucléaire française. On peut notamment citer sa participation à la publication de l'« Atlas de l'Uranium »¹⁰⁵ en 2022. Le dossier est une production commune financée par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement allemand avec la participation du Réseau Sortir du Nucléaire, de la *Nuclear Free Future Foundation*, du Monde Diplomatique et de la branche allemande des Amis de la Terre -BUND.



Source : Réseau Sortir du Nucléaire, Atlas mondial de l'uranium, janvier 2022 [en ligne]

¹⁰⁴ Fondation Rosa Luxemburg, A propos de la Fondation, date de publication inconnue, [en ligne]

¹⁰⁵ Fondation Rosa Luxemburg, Atlas de l'Uranium, [en ligne]

S'adressant en particulier **aux pays producteurs d'uranium qu'il semble vouloir pousser à l'arrêt ou, du moins, à la diminution de leurs activités, le rapport se concentre aussi sur le danger sanitaire lié à l'extraction ou encore l'aspect néocolonial de l'exploitation de la ressource.** Particulièrement virulent à l'égard de la France qui fait l'objet de trois articles et est citée dans plusieurs autres, l'Atlas cible frontalement la relation de Paris avec un de ses principaux fournisseurs : le Niger.

L'Atlas assimile le modèle d'exploitation de l'uranium à un vestige de la Françafrique et accuse le gouvernement français de **s'enrichir sur le compte du Niger tout en orchestrant une catastrophe écologique, humaine et sociale dans le pays.** La société française Orano – anciennement Areva - qui exploite et produit de l'uranium au Niger pour les centrales françaises, est particulièrement ciblée.

La participation de l'État dans cette société permet de comprendre que c'est bien la France qui, à travers elle, est attaquée dans sa souveraineté. **En plus de nuire à la compétitivité économique de la France, la fondation Rosa Luxemburg entend donc porter atteinte aux intérêts français en Afrique et remettre en question la légitimité de la présence française en Afrique.**

Le financement par l'État fédéral allemand d'un tel document, qu'il partage ou non les opinions qui y sont énoncées, constitue **indiscutablement une contribution – voire une commande - de Berlin aux manœuvres d'affaiblissement de la filière nucléaire française.**

PARTIE 5 – Vigilance et encadrement : la MIVILUDEFOPOLE

Fort de ces constats et dans la perspective de contrer leurs effets, nous avons demandé **la création d’une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives des fondations politiques étrangères** (MIVILUDEFOPOLE).

Depuis plus de deux décennies, le gouvernement se penche sur les risques liés notamment aux dérives sectaires ; en 1998, la première mission interministérielle de lutte contre les sectes (MILS) est créée. Les actions initiées par la MILS ont permis l’élaboration d’une véritable politique informationnelle autour des dérives sectaires et de leurs effets sur la société civile.

Il est aujourd’hui avéré que les fondations politiques étrangères constituent un écosystème complexe qui nécessite vigilance et encadrement, dans la lancée de la MILS – remplacée en 2002 par la MIVILUDES (mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires).

L’objectif étant que la MIVILUDEFOPOLE « *observe et analyse le phénomène de fondation politique, coordonne l’action préventive et répressive des pouvoirs publics à l’encontre des dérives des fondations politiques étrangères, et informe le public sur les risques et les dangers auxquels il est exposé* ». Cet énoncé est inspiré de l’objectif officiel de la MIVILUDES, annoncé sur le site du ministère de l’Intérieur.¹⁰⁶

Les « fondations politiques étrangères » ne disposant d’aucune définition légale en France, il convient d’abord de **délimiter les contours de ce concept en droit français**.

De plus, il est nécessaire d’établir en amont certains **critères de dangerosité** permettant d’établir une **échelle des niveaux de risque et menace pour la souveraineté française** (influence, interférence, ingérence, intrusion, captation, trahison, etc.). Cette étape est requise pour être en mesure de préparer au mieux **une réponse adaptée**. Afin de répondre à des enjeux complets en termes de souveraineté nationale, ces critères devront être triés et pensés à l’aune de secteurs stratégiques pour lesquels vigilance et encadrement représentent une problématique de premier plan : énergie, environnement, défense etc.

S’appuyant sur cette caractérisation, la MIVILUDEFOPOLE chercherait à **analyser le caractère anticonstitutionnel de leurs actions ainsi que les impacts sur les intérêts nationaux qui en découlent, tout en imposant des mesures de vigilance et d’encadrement réglementaire permettant d’anticiper et de se prémunir des effets négatifs**.

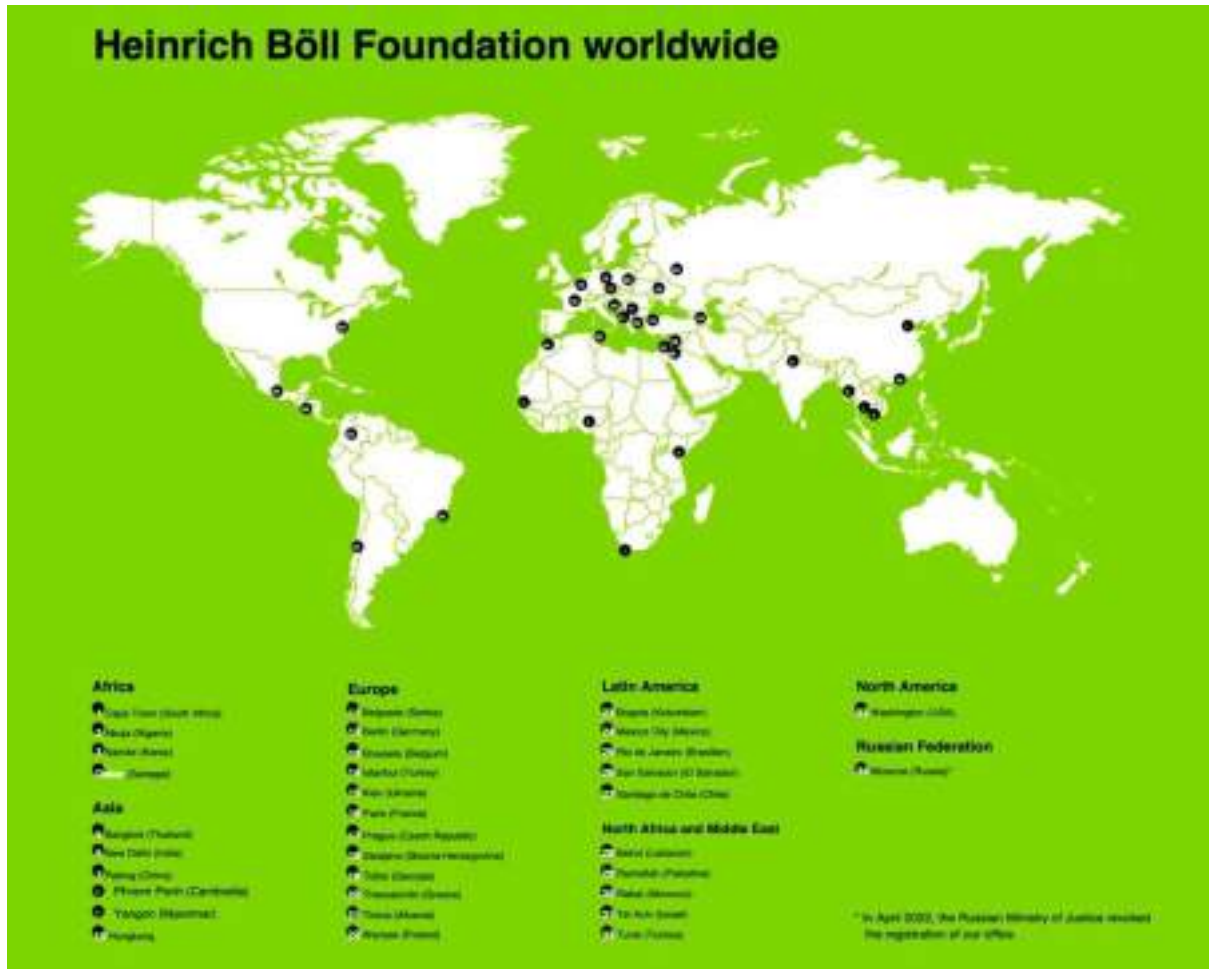
À cet effet, les missions principales de la MIVILUDEFOPOLE seraient :

¹⁰⁶ Gouvernement. Miviludes, (consulté le 14 juin 2023) [\[en ligne\]](#)

- Identifier et observer les structures répondant à la définition de « fondations politiques étrangères » ;
- Analyser leurs modes d'action et la manière dont ils portent atteinte à l'unité nationale, à la liberté d'action et à la compétitivité économique de la France, ainsi qu'à la légitimité des institutions françaises et à la pérennité de l'État stratège sur le territoire national comme à l'étranger ;
- Caractériser leur niveau menace pour la souveraineté française d'après les critères de dangerosité établis ;
- Doter la France des armes défensives adaptées au niveau de menace en coordonnant l'action préventive et répressive des pouvoirs publics à l'encontre des dérives des fondations politiques ;
- Contribuer à la sensibilisation et à la formation des agents de l'État dans ce domaine ;
- Informer la société civile sur les risques voire les dangers auxquels elle est exposée et faciliter la mise en œuvre d'actions d'aide aux victimes de dérives des fondations politiques étrangères.

Une coordination entre les partenaires publics et privés est par ailleurs à prévoir : collectivités territoriales, administrations de l'État, autorités administratives indépendantes, associations ou encore certains ordres professionnels concernés.

Annexe 1 – Bureaux de la fondation Heinrich Böll à l'étranger



Source : Heinrich-Böll-Stiftung, Rapport annuel 2021, juillet 2022, [en ligne]

Annexe 2 – Bureaux de la fondation Rosa Luxemburg à l'étranger

REPORT EUROPE

Balkan Region Office

Headquarters: Belgrade/Serbia Year founded: 2010 Project countries: Serbia, Croatia, Slovenia, Bulgaria, Macedonia, Romania, Montenegro (Office manager: Krunoslav Stojaković, from September 2020: Maria Gehara www.rosalux.eu)

LOCAL POWER OFFICE BALKANS AND MEDITERRANEA

Headquarters: Tuzla/Bosnia and Herzegovina Year founded: 2000 Project countries: Bosnia and Herzegovina, Albania, Kosovo (Office manager: Krunoslav Stojaković, from September 2020: Maria Gehara www.facebook.com/RLSTuzla/)

EAST CENTRAL EUROPE

Headquarters: Warsaw Poland Year founded: 2000 Project countries: Poland, Lithuania, Latvia, Slovakia (Office management: Hedger Feltz, from September 2020: Aneta Kowalska www.rlx.pl)

CENTRAL EUROPE

Headquarters: Prague Czech Republic Year founded: 2012 Project countries: Czech Republic, Slovakia, Hungary (Office manager: Jitka Stanovska (until June 2022) Milpa (President of)

WESTERN EUROPE

Headquarters: Brussels Belgium Year founded: 2008 Project countries: Belgium, Netherlands, France, Italy, Austria, Denmark, Sweden, Poland, Norway, Iceland (Office management: Aneta Kowalska www.rosalux.eu)

DIALOG PROGRAM TRADE AND ECONOMY

Headquarters: Brussels/Belgium (in the region) since Year founded: 2018 Project countries: worldwide (Focus: Europe and EU trade relations) Program manager: Aneta Kowalska www.rosalux.eu

LOCAL POWER OFFICE SPAIN AND PORTUGAL

Headquarters: Madrid Spain Year founded: 2017 Project countries: Spain, Portugal (Office management: Aneta Kowalska www.rosalux.eu)

UKRAINE

Headquarters: Kiev Ukraine Year founded: 2018 Project countries: Ukraine, Republic of Moldova (Office manager: Ina Desjardins <http://rosalux.org.uk/uk/>)

GREECE

Headquarters: Athens Greece Year founded: 2010 Project countries: Greece, Mediterranean (Region (Office management: Maria Gehara, from March 2020: Krunoslav Stojaković <http://rosalux.gr>)

UNITED KINGDOM AND IRELAND

Headquarters: London/UK Year founded: 2000 Project countries: UK, Ireland (Office manager: Tealyn Cohen www.rosalux.eu/en/uk/) 167_uk-office/london.html

RUSSIA, BELARUS AND CARRACBENOFF

The Russian authorities revoked the registration of the Moscow office in April 2022. The work in the region countries will be continued temporarily from Berlin.

Year founded: 2000 Project countries: Poland, Belarus, Georgia, Armenia, Azerbaijan (Office management: Karolina Kozak, from September 2022: Joanna Desjardins www.rosalux.eu)

Geneva April 2022

REPORT AFRICA

EAST AFRICA

Headquarters: Dar es Salaam
 Tanzania Year founded: 2012
 2012 Project countries: Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda
 Office management: Christine Brown, from September 2022
 Email: foor@resalia.org

WEST AFRICA

Headquarters: Dakar
 Senegal Year founded: 2013
 2013 Project countries: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Cape Verde, Mali, Niger, Nigeria, Senegal
 Office management: Claua-Ulmer König www.resalia.org

NORTH AFRICA

Headquarters: Tunis
 Tunisia Year founded: 2014
 2014 Project countries: Tunisia, Egypt, Algeria, Morocco
 Office management: Anis Chikrioui www.resalia.org/

SCIENTIFIC COOPERATION NORTH AFRICA

Headquarters: Tunis
 Tunisia Year founded: 2015
 2015 Program country: Tunisia
 Program Management: Nadia El Guergouchi <https://anetelnet.coop/afrique/resalia.org/en/programme>

SOUTHERN AFRICA

Headquarters: Johannesburg
 South Africa Year founded: 2003
 2003 Project countries: South Africa, Zimbabwe, Zambia, Malawi, Mozambique, Mauritius, Namibia, Comoros, Botswana
 Executive Office management: Sigfried Schmidt, from April 2022
 Julia Wöhr www.resalia.org.za

FOODS PROGRAM FOOD SOVEREIGNTY

Headquarters: Johannesburg
 Africa (inter-regional office)
 Year founded: 2017
 Program countries: worldwide
 Project: afrika@resalia.org
 Program management: Jan-Ulrich www.resalia.de/foerderung/afrika
nunges@resalia.de

THE ABROAD OFFICES

PRESENTATION LATIN AMERICA

ANDREAN REGION



Headquarters: Quito
 Founded Year founded: 2010
 2010 Project countries: Bolivia, Ecuador, Colombia
 Venezuela Office Management
 Facebook: @egelatin www.egelatam.org.ec

BRAZIL AND PARAGUAY



Headquarters: São Paulo
 Brazil Year founded: 2002
 2002 Project countries: Brazil, Paraguay
 Office management: Thiago Lodiing, from September 2008
 Address: São Paulo www.egelatam.org.br

SOUTH CONE



Headquarters: Buenos Aires
 Argentina Year founded: 2015
 2015 Project countries: Argentina, Chile
 Uruguay Office management: Susana Galimberti www.egelatam.org

DIALOG PROGRAM FORUM

Headquarters: Buenos Aires/Argentina
 (in its regional office)
 Year of foundation: 2018
 Project countries: worldwide
 Focus: Latin America
 Program management: Sara Wachowicz



MEXICO CITY

QUITO

SÃO PAULO

BUENOS AIRES

PAULS

PRESENTATION INTERNATIONAL POLITICS

NORTH AMERICA AND UNITED NATIONS



Headquarters: New York/USA
 Year founded: 2012
 2012 Project countries: USA, Canada, United Nations office
 Office manager: Andrea Zanetti <http://www.egelatam.org/ny/>

INTERNATIONAL WORK BUSINESS POLICY AND GLOBAL SOCIAL RIGHTS



Headquarters: Geneva/Switzerland
 Year founded: 2019
 Project countries: United Nations
 National countries Office management and program management for international trade union policy: Jar Lindeman
 Program management for global social rights: Eva Wachowicz <http://www.egelatam.org/geneve/>

REPORT ASIA

ALMATY

PEKING

NEW DELHI

HANOI

MANILA

REPUBLIC WESTASIS

IRAQI

Headquarters: Tai

Annual Year founded:

2008 Project countries:

Local Office management:

Website: www.roseas.eu

PAKISTAN AND JORDAN

Headquarters: Islamabad

Annual Year founded:

2008 Project countries: Pakistan, Jordan

Office manager: Aqsa Syed

www.roseas.eu

CHINA

Headquarters: Beijing

China Year founded:

2008 Project countries:

China Office manager: Jiri

Website: www.roseas.eu

SOUTH EAST ASIA (MANILA OFFICE)

Headquarters: Manila

Philippines Year founded:

2010 Project countries:

Philippines, Indonesia

Malaysia Office management: Liane

Diana Calmon www.roseas.eu

SOUTH EAST ASIA (HANOI OFFICE)

Headquarters: Hanoi

Vietnam Year founded:

2009 Project countries: Vietnam, Cambodia, Laos, Myanmar, Thailand

Office manager: Phily Deparment

www.roseas.hanoi.org

CENTRAL ASIA

Headquarters: Ankara

Pakistan Year founded:

2010 Project countries: Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan

Office manager: Marika Lilla

www.roseas.eu

LEBANON, SYRIA, IRAQI

Headquarters: Beirut

Lebanon Year founded:

2017 Project countries: Lebanon, Syria, Iraq, Iran, Yemen, Saudi Arabia, Qatar

Office manager: Simon Wozniak

Site February 2022: Tarja Taithe

www.roseas-le.org

Source : Rosa-Luxemburg-Stiftung, Rapport annuel 2021, avril 2022, [en ligne]

Annexe 3 – Membres du Réseau Action Climat



Source : Climatomètre, Le Réseau Action Climat, [consulté le 19 juin 2023] [en ligne]

Bibliographie

- Ouest France. A, Boisselier. Ocean Viking : Les tensions entre la France et l'Italie sur les migrants, résumées en 4 actes. (2022, 10 novembre). [[Lien](#)]
- Le Grand Continent. R, Bloj. Les nouveaux accords énergétiques hongrois avec la Russie. (2023, 11 avril). [[Lien](#)]
- M, Cabirol. La Tribune. Armement : la Pologne, ce pays européen qui achète « Made in USA » à tour de bras. (2020, 9 mars). [[Lien](#)]
- V, Lamigeon. Challenges. Ariane 6 : Le coup de poignard de l'allemand OHB. (2022, 21 mars). [[Lien](#)]
- H, Meddah. L'usine nouvelle. L'Allemagne concilie l'achat de F35 américains et son engagement dans le futur avion de combat européen. (2022, 15 mars). [[Lien](#)]
- L, Lagneau. Zone militaire. Airbus Defence & Space accuse Berlin de bloquer l'exportation de l'avion de transport A400M « Atlas ». (2023, 21 février). [[Lien](#)]
- M, Cabirol. La Tribune. Allemagne, la tentation du hold-up du siècle sur le SCAF. (2021, 6 février). [[Lien](#)]
- E, Mawet. Smartrezo. Le couple Franco-Allemand et son rôle dans le déclin français. (2022, 16 avril). [[Lien](#)]
- N, Ravailhe. Ecole de pensée sur la guerre économique. A la recherche des chevaux de Troie dans les relations entre l'Union européenne (UE) et la Chine. (2019, 7 novembre). [[Lien](#)]
- N, Renaud. Les Echos. Le moteur exportateur allemand n'a pas calé en 2022. (2023, 2 février). [[Lien](#)]
- EPGE, C. Harbulot. Rapports de force intra-européens : faut-il enfreindre les sujets tabous ? (2023, 8 juin). [[en ligne](#)]
- Militaire, L. R. d. (2022). *L'attaque des cerveaux : qu'est-ce que la guerre cognitive ?* La Revue d'Histoire Militaire. [[en ligne](#)]
- Ian Kershaw. (2020, Janvier). *L'Âge global : Europe, de 1950 à nos jours*. Editions Seuil. (p. 59 à 62).
- Bade-Wurtemberg : vers une nouvelle coalition die Grünen-CDU". (2021, 1 avril). Dernières Nouvelles d'Alsace. [[en ligne](#)]
- Le Monde, En Allemagne, l'accident de Fukushima a accéléré la sortie du nucléaire, 11 mars 2021, [[en ligne](#)]
- Euractiv, L'Allemagne veut doubler la capacité de production de ses centrales au gaz, 5 janvier 2023, [[en ligne](#)]
- Euractiv, Taxonomie verte : l'Allemagne adopte une position ferme en faveur du gaz, 24 janvier 2022, [[en ligne](#)]
- Euractiv, EXCLU : l'Allemagne est intervenue pour retarder la réglementation européenne sur l'hydrogène « vert », 31 octobre 2022, [[en ligne](#)]
- Fiches thématiques sur l'Union européenne, Énergies renouvelables, Parlement européen, Matteo Ciucci, novembre 2020 [[en ligne](#)]
- Claude Desama (2020, 18 novembre). « Pourquoi cet ostracisme du nucléaire dans le green deal de l'Union Européenne ? ». *L'Echo*. [[en ligne](#)]

“Who is Who of the Energiewende in Germany”, Foreign Office of the Federal Republic of Germany, août 2015 [\[en ligne\]](#)

EGE, J’Attaque : Comment l’Allemagne tente d’affaiblir durablement la France sur la question de l’énergie [\[en ligne\]](#)

Anne Rovan, « Parlement européen : sous pression, Viktor Orban quitte le groupe PPE », Le Figaro, 3 mars 2021. [\[en ligne\]](#)

CI2S. Rapport d’investigation : Comment l’Allemagne finance l’affaiblissement du secteur nucléaire français, 2023, [\[en ligne\]](#)

Stone D., Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process, Londres, Frank Cass, 1996.

Fondation Friedrich Naumann, Über di Stiftung, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

Fondation Hanns Seidel, Weltweit aktiv, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

Fondation Rosa Luxemburg, Rapport annuel 2021, 2022, [\[en ligne\]](#)

Fondation Heinrich Böll, Qui sommes-nous ?, 2016 [\[en ligne\]](#)

Fondation Desiderius Erasmus, page d’accueil, [\[en ligne\]](#)

Fondation Friedrich Ebert, Über die FES, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

Fondation Konrad Adenauer, Organisation, (consulté le 2 mai 2023), [\[en ligne\]](#)

« C’est quoi Stiftung ? » Les fondations politiques allemandes : un modèle unique au monde | Heinrich Böll Stiftung | Bureau Paris - France. (2020, novembre 16). Heinrich-Böll-Stiftung. [\[en ligne\]](#)

Les fondations politiques allemandes, acteurs spécifiques de la politique étrangère. (s. d.-b). [\[en ligne\]](#)

NED, David Lowe, *Idea to Reality: NED at 25*, [\[en ligne\]](#)

Dorota Dakowska. Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l’élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 2006, 13 (4), pp.717 — 733 [\[en ligne\]](#)

DAKOWSKA D., *Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d’élargissement de l’Union européenne*, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2005

Dorota Dakowska. Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l’élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 2006, (P.8)

BMZ, Die Tätigkeit der politischen Stiftungen in Mittel- und Osteuropa sowie der ehemaligen Sowjetunion (MOE/NUS), Bonn, mai 1995, rapport ministériel non publié, p. 7.

HBS, Bureau Bruxelles, Rapport annuel politique mi-2003/mi-2004, p. 3, (consulté le 14.07.2005 par Dorota Dakowska).

Dorota Dakowska. Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l’élargissement : transfert institutionnel et diffusion de récits européens. *Revue internationale de politique comparée*, 2006, (P.10)

Dorota DAKOWSKA, « Les fondations politiques allemandes : des courtiers de la politique étrangère », CERISCOPE Puissance, 2013, [\[en ligne\]](#)

Rapport BMZ, 1973, p.13, 14, cité et traduit p. 80 dans Dorota Dakowska, « Le pouvoir des fondations, des acteurs de la politique étrangère allemande », Presses Universitaires de Rennes, 2014.

DAKOWSKA, Dorota. 1. Consolider la démocratie pour mieux la diffuser In : *Le pouvoir des fondations : Des acteurs de la politique étrangère allemande, Vers l'autonomisation du BMZ : le soutien des ONG, d'après un entretien avec Winfried Böll, effectué par Patrick von zur Muehlen, le 23 août 2004 à Bonn.* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014.

Peter Massing, Politische Stiftungen, Bundeszentrale für politische Bildung, 2015, [en ligne]
Cité dans Fondation Robert Schuman, Les fondations politiques allemandes, acteurs spécifiques de la politique étrangère, 2003, [en ligne]

Fondation Heinrich Böll, « “C’est quoi Stiftung ?” Les fondations politiques allemandes : un modèle unique au monde », 2020, [en ligne]

Online, F. (2023, 14 avril). 137.000 Euro für Baerbocks Visagistin und 1,3 Millionen Euro für Frisuren-App. FOCUS online. [en ligne]

Heinrich Böll Stiftung. (2021). Jahresbericht 2021. [en ligne]

BMZ, Bericht über die Förderung der gesellschaftspolitischen Bildung in Entwicklungsländer, Kap. 2302, Tit. 686 04, Bonn, juin 1969, p. 2. Archives courantes du BMZ.

Dossier collectif, Nucléaire : la France à l’heure du choix, Alternatives économiques, 2021 [en ligne]

Mattias Corrasco, Marine Tondelier veut mener la « bataille culturelle » au nucléaire, Libération, 2023, [en ligne]

Dorota Dakowska, « Le pouvoir des fondations, des acteurs de la politique étrangère allemande », Presses Universitaires de Rennes, 2014 [en ligne]

Fondation Heinrich Böll, Rapport mondial sur les déchets nucléaires, Focus sur l’Europe, Partenaires et sponsors, 2020, [en ligne]

Schwartz, C. (2017, August 14). Online-Pranger abgestellt: Die verlorene Ehre der Böll-Stiftung. Neue Zürcher Zeitung. [en ligne]

Schwarz, C. (2017, July 27). Antifeminismus-Liste der Böll-Stiftung: Aber doch nicht so! TAZ Verlags- Und Vertriebs GmbH. [en ligne]

Neu: Agent*In – ein kritisches Online-Lexikon zu Anti-Feminismus | Gunda-Werner-Institut | Heinrich-Böll-Stiftung. (2017, July 17). Heinrich-Böll-Stiftung. [en ligne]

Schippmann, A. (2019, October 4). Vorwürfe gegen Böll-Stiftung in Ramallah: Fließt Geld der Grünen an Palästina-Terroristen? | Politik. bild.de. [en ligne]

Groß-Lobkowicz, S. (2021b, July 15). Böll-Stiftung: Nicht erst seit Baerbock ist die grüne Stiftung in der Kritik. FOCUS Online. [en ligne]

Kreutzfeldt, M. (2020, October 21). Kündigungen bei Böll-Stiftung: Rauswurf leicht gemacht. TAZ Verlags- Und Vertriebs GmbH. [en ligne]

Schattauer, G. (2021, August 5). Baerbocks fragwürdiges Stipendium: Aufklärung erst nach der Bundestagswahl? FOCUS Online. [en ligne]

Müller-Neuhof, J. (2021, September 1). Baerbocks Promotionsstipendium: Böll-Stiftung und Grüne schweigen zu den Details. Tagesspiegel. [en ligne]

Vereinbarung - A new agreement. (2021, February 18). A New Agreement. [en ligne]

- Denkler, T. (2012, October 12). "Der falsche Mann." Süddeutsche.de. [[en ligne](#)]
- Koppold, R. (2021, March 2). Grüne Aufrüstung: Die große Böllerei. KONTEXT:Wochenzeitung. [[en ligne](#)]
- Das Ende der Ostpolitik. (n.d.). DGAP. [[en ligne](#)]
- Baerbock plötzlich für mehr Rüstung: Grüne machen sich hübsch für die Union - doch das Dilemma naht schon. (2020, December 1). [[en ligne](#)]
- Schwab, W. (2022, April 10). Leiterin der Heinrich-Böll-Stiftung: „Mut fördern, Optionen erkennen“. TAZ Verlags- Und Vertriebs GmbH. [[en ligne](#)]
- Le Point, L'Allemagne annonce l'abandon du nucléaire en 2022 et veut faire école, Le Point, 2011, [[en ligne](#)]
- Frédéric Lemaître, Le mouvement antinucléaire, une histoire allemande, Le Monde, 2010, [[en ligne](#)]
- AFP, L'Allemagne adopte le projet de loi d'abandon du nucléaire, 20 Minutes, 2011, [[en ligne](#)]
- LCP Assemblée Nationale, Marché de l'électricité : "Le dispositif de l'Arenh est à bout de souffle", estime le PDG d'EDF, 28 février 2023, [[en ligne](#)]
- Compte rendu - Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France. (13/12/2022). Assemblée Nationale. [[en ligne](#)]
- Fondation Rosa Luxemburg, Atlas de l'Uranium, [[en ligne](#)]
- Fondation Heinrich Böll, RAPPORT MONDIAL SUR LES DÉCHETS NUCLÉAIRES Focus sur l'Europe, 2020, [[en ligne](#)]
- Heinrich Böll Stiftung, Appel à candidatures : Master Class "Les énergies renouvelables au service du climat et de la démocratie", 13 avril 2023, [[en ligne](#)]
- Greenpeace France, Le nucléaire français sous emprise russe, Greenpeace France, 2023 [[en ligne](#)]
- Capital avec AFP, Greenpeace affirme que le nucléaire français est « sous emprise » de la Russie, Capital, 2023, [[en ligne](#)]
- Registre de la HATVP, fiche RAC-F, [[en ligne](#)]
- Greenpeace France, A Flamanville, intrusion et blocage du chantier de l'EPR, Greenpeace France, 2022 [[en ligne](#)]
- Le Monde, Les militants de Greenpeace qui s'introduisent dans des centrales nucléaires sont-ils des « lanceurs d'alerte » ?, 22 mai 2018, [[en ligne](#)]
- Fondation Rosa Luxemburg, A propos de la Fondation, date de publication inconnue, [[en ligne](#)]
- Gouvernement. Miviludes, (consulté le 14 juin 2023) [[en ligne](#)]

EGE Ecole de Guerre
Economique



Christian.harbulot@ege.fr

**196 rue de Grenelle
75007 Paris**